

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
J PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 16 OCTOBRE 1969
N° 425, 1,50 F



**stratégie des luttes :
le débat est ouvert**

Sommaire

Luttes ouvrières

8. Une lettre de Georges Seguy

6. La position, d'A. Detraz

7. Un document d'Antonio Gramsci

5. La lutte chez Alsthom

Luttes universitaires.

13. Censier : le front du pouvoir se lézarde.
Albert Rousselles

14-15. Les nouveaux administrateurs.
Robert Chapuis

Luttes internationales.

16-17.
Le manifeste de la nouvelle Grèce
Serge Mallet

Politique intérieure.

4. Socialisme et vie quotidienne.
Gérard Féran

Vie économique.

10. Le rapport Vedel
Rémy Grillault

11. La nouvelle classe ouvrière
J.-M. Vincent

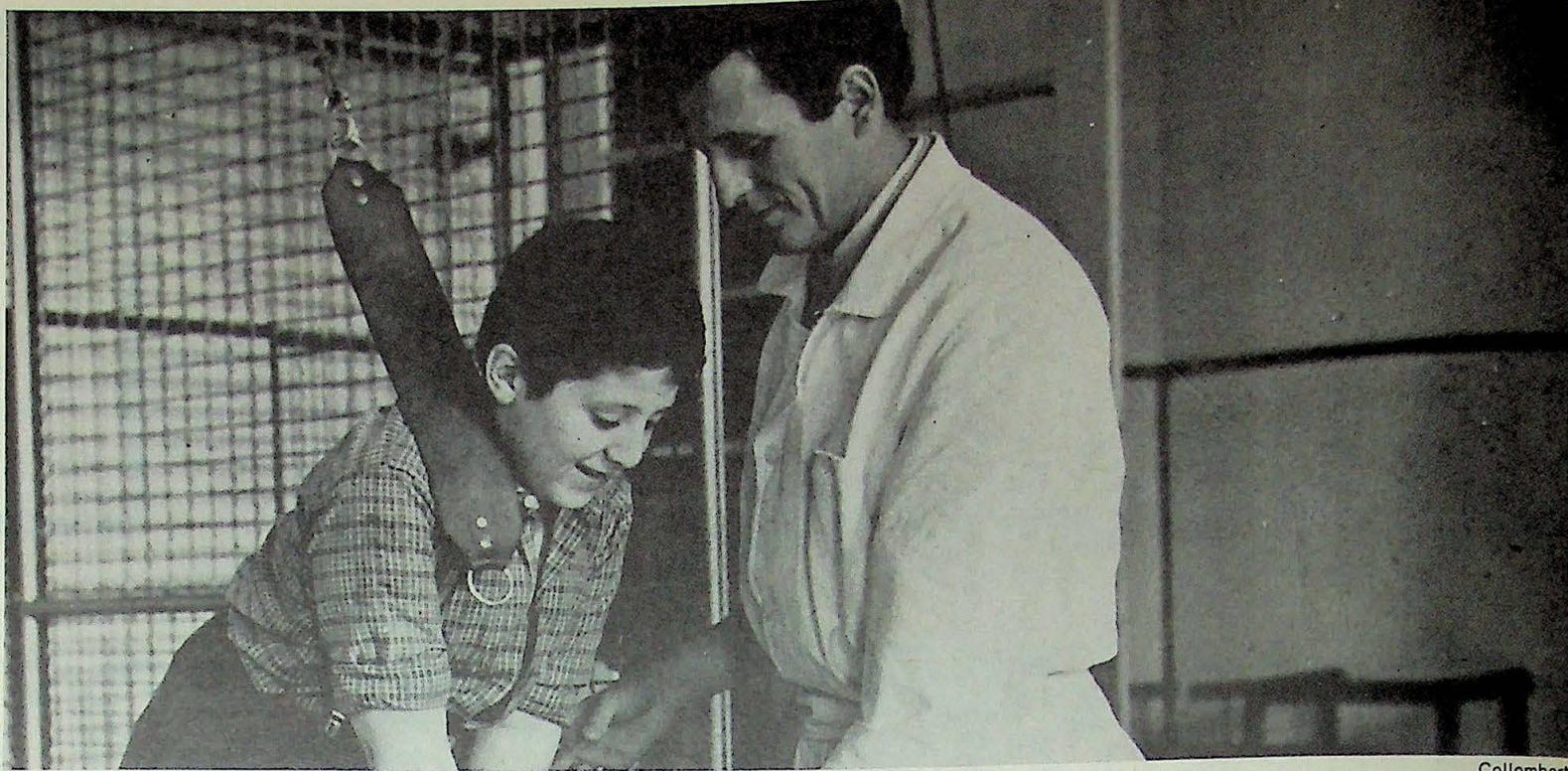
Vie culturelle.

18. Puisque nous regardons la télé.
Gilbert Hercet

19. Parler de liberté.
Dominique Nores

Vie militante.

12. A chaque section, sa bibliothèque.
Philippe Guyot



Collombert

Santé et démocratie avancée

Max Lucas

PERIODIQUEMENT le Parti Communiste publie des Avant-Projets de programme de Santé. La dernière mouture vient de paraître en supplément de la *Nouvelle Critique*, toujours sous le titre d'Avant-Projet. Destiné à s'intégrer dans un vaste programme pour une démocratie avancée, ce texte est remarquable par l'absence complète d'analyse du rôle économique, social et idéologique du secteur santé. La possession du meilleur état de santé étant un droit pour tout être humain, on se borne à constater la carence du système actuel à satisfaire ce droit. Ces insuffisances quantitatives et qualitatives seraient explicables par la seule existence des monopoles. Par quels mécanismes ?

On laisse au fond du tiroir les méthodes d'analyse marxiste et on préfère énoncer tout simplement que ces monopoles imposent des conditions de travail qui compromettent la santé et que, d'autre part, ils se refusent à consacrer l'argent nécessaire à l'application des possibilités nouvelles de la science et de la thérapeutique. Le remède est dès lors évident : l'union des couches anti-monopolistes permet l'instauration d'une démocratie avancée dont le gouvernement progressiste appliquera une politique de santé satisfaisante pour tous. Cette politique se présente sous forme de catalogue, où sont inscrites toutes les revendications de toutes les catégories sociales, parties prenantes de ce secteur.

Il faut « défendre et améliorer la Sécurité sociale, aug-

menter les crédits budgétaires, coordonner la distribution des soins; respecter les principes de la médecine libérale, démocratiser l'enseignement médical, améliorer le recrutement et les conditions de travail des travailleurs hospitaliers, etc., le tout pêle-mêle. Chacun y trouve son compte, du médecin libéral réactionnaire au brancardier d'hôpital. A tel point, que l'on peut se demander, une fois ces objectifs réalisés, pourquoi il faudrait passer au socialisme. C'est le paradis en régime capitaliste.

Mieux gérer le capitalisme

En effet, le système lui-même n'est pas remis en cause, c'est son organisation que l'on conteste et une meilleure gestion que l'on propose. L'objectif de référence reste 1946, et l'action ministérielle d'un communiste. « En 1946, une législation de Sécurité sociale, sous l'impulsion d'Ambroise Croizat, ministre du Travail, plaçait notre pays au premier rang dans ce domaine, parmi les pays capitalistes ». Pour mieux se faire comprendre, on ajoute : « Depuis l'éviction des ministres communistes, en 1947, les caractéristiques néfastes du capitalisme se sont aggravées ». Ce dont le pays a besoin, c'est de gestionnaires plus compétents et plus progressistes et pourquoi pas nous, regardez notre beau programme, n'est-il pas raisonnable ? Il est intéressant de noter que cet avant-projet ressemble comme un frère, à l'ancien programme santé du P.S.U.

Les critiques que l'on peut y faire sont de même nature.

L'objectif à long terme est d'ailleurs identique : un service national autonome de Santé, cogéré, une médecine humaine, une Sécurité sociale véritable, gérée par les travailleurs. On ne peut proposer mieux pour intégrer le mouvement ouvrier au système économique en place.

Le 19 octobre, la commission santé du parti se réunit pour fixer de nouvelles bases de travail et élaborer une ligne politique dans ce domaine.

Programme socialiste de santé ou programme de luttes

Il ne peut s'agir de mettre sur le papier un « programme socialiste de santé », parce qu'un tel programme n'a aucune raison d'être. Il n'existe pas d'alternative socialiste, pour le secteur santé, en régime capitaliste. La santé est un concept abstrait, difficile à définir. Absence de maladies, bien sûr. Mais où commence la maladie ? Etat de bien-être physique, mental et social, évidemment. Mais sur quels critères juge-t-on de ce bien-être ? Tout régime économique et social possède un système de protection sanitaire qui découle de sa nature. Les principes humanitaires sont destinés à contenter les naïfs. Chaque Etat, en tant qu'instrument de domination pour une classe, se sert du secteur santé pour atteindre ses buts. En France le sec-

teur santé est un des piliers de l'exploitation capitaliste. Le F.L.N. au Vietnam du Sud a créé un service de distribution des soins remarquable, qui lui permet de préserver son potentiel combattant. Les Etats-Unis organisent, dans le même pays, de grandes campagnes de vaccinations et de distribution de vitamines destinées à compenser psychologiquement les effets du Napalm. Bref, le secteur santé n'est qu'un des moyens pour appliquer une politique générale, il ne possède aucune autonomie.

Ce dont il s'agit pour une organisation politique révolutionnaire, c'est d'abord d'analyser scientifiquement :

- Le rôle que tient, en France, actuellement, le secteur santé économiquement et idéologiquement.
- Les forces sociales qui le composent.
- Les axes de lutte possibles et la stratégie à mettre en œuvre.

Comment les contradictions du secteur santé peuvent-elles être exploitées et servir à la lutte révolutionnaire ?

Voilà le vrai problème.

Le travail de la commission santé doit être de fournir à tous les militants cette analyse et ces axes de lutte, et d'organiser dans son domaine propre les équipes militantes. □

● Réunion de la commission santé, dimanche 19 octobre, 9 h, 81, rue Mademoiselle, PARIS XV^e.

Les mirages de la social-démocratie

Jacques Malterre

Depuis que les sociaux-démocrates allemands sont en mesure de prendre la tête du pouvoir et que M. Wilson et ses amis bénéficient d'un petit regain d'optimisme, quelques grands penseurs croient avoir trouvé la recette miracle pour assurer la bonne marche des sociétés occidentales.

Selon leurs explications il faudrait d'abord accepter le système de l'entreprise capitaliste dans toutes ses implications. Des firmes puissantes stimulées par une concurrence acharnée, guidées dans leur choix par l'échelle des rentabilités financières, engagées dans un réseau d'échanges internationaux de plus en plus libres donneraient à notre croissance une impulsion considérable. Voilà pour le moteur du système.

Mais ce régime — ils le constatent évidemment — ne peut — de lui-même — aboutir qu'à une répartition des revenus très inégalitaire et à une orientation des besoins qui sacrifie les faibles. Alors ils font intervenir l'Etat qui est chargé par eux de tout arranger. L'Etat — social et démocrate — corrige la distribution spontanée des revenus par la redistribution, prend soin du laissé-pour compte, prélève ce qu'il faut pour satisfaire les besoins collectifs. Le résultat final serait une société progressant rapidement vers la justice et le bonheur.

Cet Etat, affirment nos stratèges, il existe à peu près en Angleterre, il va exister, encore plus qu'au cours des dernières années, en Allemagne. Mais quel dommage qu'il n'existe pas en France ! Quelle pitié qu'il n'y ait pas eu chez nous une puissante opposition social-démocrate capable d'assurer la relève des conservateurs ! Quelle erreur commettent ces dirigeants socialistes — qui ont pourtant une « belle intelligence » — de se détourner de ce grand dessein et de se consacrer à une critique du principe capitaliste, bref de faire du gauchisme.

Comme cette argumentation est largement répandue il n'est pas inutile d'y revenir en la contestant sur trois points.

1) Un Etat peut-il aller contre les lois du système économique sur lequel il s'appuie ? Comment peut-il s'affranchir des véritables forces, des centres de décision économiques au point de modifier complètement les résultats qu'ils produisent. Si le régime de la « libre entreprise » crée une

situation de plus en plus inégalitaire ce n'est pas par hasard, c'est qu'il en a besoin, c'est qu'il en vit ; peut-il ensuite coopérer en harmonie avec un pouvoir d'Etat qui aurait pour tâche essentielle de modifier ces résultats ? Et d'abord sur quelles bases s'appuierait cet Etat ? Et puisque l'on invoque volontiers l'exemple de nos deux voisins, il faudrait préciser ce qu'est devenu le programme social de M. Wilson et pourquoi un journal d'outre-Rhin comme « Der Spiegel » a pu mener une vigoureuse campagne contre l'incroyable spéculation foncière et la grandissante inégalité qui caractérisent l'Allemagne fédérale.

2) La social-démocratie apporte une réponse en termes économiques, financiers et industriels aux problèmes de l'Angleterre et aussi avec M. Schiller à ceux de l'Allemagne, elle devrait pouvoir, nous dit-on, en apporter une aux difficultés présentes de l'économie française. Ceci est bien beau, surtout dans une période où s'accumulent les menaces économiques ; mais quel singulier avatar pour le mouvement socialiste ! A la conception généreuse, mais aussi rigoureuse du mouvement ouvrier et socialiste qui voulait parvenir à la libération du travail du joug du capital en réalisant la solidarité des peuples, les social-démocraties régnantes ont substitué une pratique purement nationaliste qui aggrave les conflits d'intérêts entre les nations, et cet égoïsme n'est pas même habile puisqu'il accélère le retour des crises et des affrontements. En quoi l'arrivée à la tête de l'Etat des amis de M. Brandt peut-il aider les travaillistes à imposer leurs conceptions ? En quoi les uns et les autres ont-ils contribué à faire une Europe socialiste ? En quoi ont-ils ouvert de nouvelles vues à la coopération avec le tiers monde ?

3) Une société plus juste et encore plus riche, telle est la visée du S.P.D. Cela correspond-il réellement aux aspirations profondes des travailleurs allemands les plus conscients ? Ceux qui aujourd'hui célèbrent le triomphe du mark et de l'équilibre politique allemand sont-ils bien au fait des choses et de l'état des esprits ? Nous reparlerons de la solidité du mark dans 18 mois lorsque le niveau général des salaires aura été « réajusté » mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel c'est que le doute, l'inquiétude, l'insatisfaction rongent

l'Allemagne incertaine de sa destinée et de l'usage qu'elle fait de ses pouvoirs. Et à cela les dirigeants sociaux-démocrates ne répondent en rien et devant cela le syndicalisme allemand, pris à contre-pied, doit mettre en question toute son orientation.

Alors de grâce que l'on cesse de se gausser des socialistes français, politiques et syndicalistes qui ont le courage de réfléchir un peu et qui ne se laissent pas séduire par les jeux faciles d'une opposition respectueuse des lois d'un système qui bouche l'avenir ! Le beau programme qui promet la réforme fiscale et l'impôt sur le capital, la taxation des bénéfices de spéculation et le bon usage des sols ne peut convaincre personne si n'est pas posé le problème des fondements du pouvoir d'Etat et si n'est pas remis en cause le critère de gestion des entreprises. Non, nous l'avons déjà dit, les révolutionnaires français ne peuvent pas être les assistants sociaux du régime capitaliste.

Que cette réalité, plus forte que les slogans sur la social-démocratie bien tempérée et la nouvelle société, soit perçue très largement par les masses, il suffit de se rapporter aux déclarations les plus récentes d'un Savary ou d'un Mitterrand pour s'en convaincre. Leur pratique ne s'éloigne pas radicalement de celle de leurs frères européens, mais ils ne peuvent sous peine de mort politique chanter les louanges de l'économie concertée ou de la « société d'abondance » (même si leur préoccupation est, par exemple, de préparer les prochaines élections municipales de 1970).

La ligne de clivage est évidemment plus claire quand on parle de stratégie, c'est-à-dire finalement de la volonté ou de la capacité d'engager toutes les forces d'une organisation dans un combat pour que cela change.

Le choix du P.S.U. est sans ambiguïté, comme l'ont rappelé nos candidats aux législatives. Cela lui vaut la haine du pouvoir et parfois aussi les attaques d'hommes qui n'admettent pas que leur stratégie soit contestée et à l'occasion que leur pratique soit discutée jusque sur le terrain des luttes sociales elles-mêmes qui se développent à l'heure actuelle. Ceci n'empêchera pas le P.S.U. de poursuivre sa marche en discutant avec tous ceux qui ne ferment pas la porte au débat et surtout en se battant aux côtés de tous ceux qui ont les mêmes objectifs que lui. □

Socialisme et vie quotidienne

Gérard Féran

Vendredi 10 octobre, 11 heures. Fait insolite au marché de Marly-le-Roi : parmi les ménagères qui font leurs achats, de petits groupes se sont formés où l'on discute. Dans l'un d'entre eux on peut reconnaître Michel Rocard. Des gens le voient, hésitent puis parfois reviennent sur leurs pas pour participer au débat. Ce n'est pas si souvent que l'on peut voir ceux qui prétendent nous représenter ! Des militants du Parti signalent la présence du candidat et distribuent le numéro spécial de la campagne. Quelques réactions hostiles, beaucoup d'indifférence apparente :

« J'ai pas le temps. Nous les femmes on ne s'occupe pas de politique », « demandez à mon mari »... « on a déjà suffisamment de problèmes sans s'occuper encore des histoires de politique » ... « vous faites votre métier, moi je fais le mien; laissez-moi tranquille. »

Si Clostermann était là...

Souvent pourtant, cette réflexion qui en dit long sur la pratique traditionnelle des « élus » :

« Ah ! C'est pas trop tôt qu'on vienne nous voir. Tout le monde se moque de nos problèmes. Si Clostermann était là, il m'entendrait, je vous jure... »

Chaque fois la discussion s'engage avec ceux qui le désirent. Des commerçants expliquent à Michel Rocard la formidable pression fiscale dont ils sont les victimes. On l'interroge sur ce que propose le socialisme : la réponse n'est pas toujours celle que les intéressés souhaiteraient. Rocard refuse de leur promettre monts et merveilles : il explique que c'est tout le système social qui est en question et que des aménagements fiscaux dans la politique actuelle du gouvernement ne peuvent être qu'illusoire : il faut aller plus loin, réfléchir sur ce qu'est une société de classe. Un petit commerçant fait un parallèle avec la grève des roulants :

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (V.O.)

Permanent de 14 h. à 24 h.

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04 **PANTHÉON**

« Nous aussi ce qu'on veut, c'est améliorer nos conditions de travail. »

Peu à peu les questions s'éclaircissent : la lutte des commerçants ne peut se comprendre que si elle est intégrée à celle des autres catégories sociales exploitées. Quelqu'un parle du mouvement Pougade qui a échoué pour avoir sombré dans la démagogie et s'être coupé des autres luttes sociales... Nul besoin de distribuer un précis théorique de marxisme-léninisme : dès que l'idéologie commence à être battue en brèche la lucidité politique apparaît : la petite bourgeoisie ne sera révolutionnaire que si elle défend ses intérêts futurs qui sont ceux du prolétariat.

Mais la difficulté vient précisément de l'épaisseur des écrans idéologiques. Ainsi cette acceptation implicite de la hiérarchie sociale : « Demandez à la patronne » nous répond un commis. Comme si ce n'était justement pas sa situation à lui de salarié qui était éminemment politique ! Ecran idéologique encore dans cette réaction persistante d'un grand nombre de ménagères :

« La politique c'est l'affaire des hommes ». « La politique c'est des idées; nous, on n'est pas des intellectuelles » ...

Acceptation d'une infériorité sociale particulièrement importante chez les femmes de la petite bourgeoisie.

Dans tous les refus de discussion, la cause invoquée est le cloisonnement entre la vie quotidienne et le pouvoir politique. C'est la reconnaissance tacite de la « spécialisation » des dirigeants :

« Vous faites votre métier, moi je fais le mien », répond-on à Rocard.

Parfois une critique sociale acerbe sur la situation économique actuelle va de pair avec une inconscience totale de l'enjeu du vote : « Moi, j'ai mes idées. Je vote Couve. »

Pourtant dès que les questions sont suffisamment précises, les problèmes essentiels sont abordés avec une lucidité étonnante : par exemple, cette conscience de l'existence perpétuée de la lutte de classes et de l'exploitation :

« Ce sont toujours les mêmes qui restent privilégiés. »

Ou encore la nécessaire netteté des choix politiques qui ne doit pas être éludée dans une fausse mystique de l'unité :

« Le socialisme nous, on ne sait pas ce que c'est », « après tout ce qu'ils avaient promis avec Guy Mollet et qu'ils n'ont jamais réalisé » ...

Des problèmes précis

Discussion aussi sur le projet d'une société à construire qui diffère sensiblement des idées de nos camarades du P.C. : beaucoup de questions à propos de la « normalisation » tchécoslovaque, de la décentralisation des pouvoirs, des possibilités concrètes d'auto-gestion. A partir de l'expérience personnelle de chacun le débat aborde parfois des problèmes complexes : un employé des P. et T. nous explique comment ou aurait pu éviter la mainmise du privé sur les centraux téléphoniques. Un chercheur nous parle des conséquences désastreuses de la coupure des crédits affectés à la recherche. Le débat commencé le matin sur les marchés, se continue l'après-midi par un porte-à-porte souvent très positif. Les réunions publiques de la campagne permettent aux travailleurs de discuter davantage les propositions du parti. On s'explique sur « l'alternative socialiste » et ses différences avec la « démocratie avancée ». On parle de problèmes précis : les logements de luxe à moitié vides sur la région, qui coexistent avec des H.L.M. surpeuplés. On commente la reculade de Couve de Murville qui demande au Premier ministre de renoncer à l'installation d'un aéroport en pleine zone urbaine. Le socialisme se fait concret et exigeant dès que les gens découvrent tout à coup d'autres possibilités de vie que celles d'un capitalisme générateur d'ennui et de misère quotidienne.

M. Clostermann nous rappelle constamment que nous appartenons à l'une des circonscriptions les plus intelligentes de France... Dommage pour M. Couve de Murville ! □

L'école des riches

Le numéro de septembre 1969 du mensuel « l'Expansion » publie une publicité pour « l'Ecole des Roches ». Cette annonce publicitaire se présente sous la forme d'une interview de deux jeunes, Jérôme et Pierre-Emmanuel, qui sont, nous dit-on, les deux fils d'un directeur général de l'industrie automobile.

La première question de cette interview est ainsi libellée : « En mai 1968, comme chaque printemps, l'Ecole des Roches était pavée de fleurs, et non pas de drapeaux rouges ou noirs. Pourquoi ? »

Et la réponse des deux adorables bambins débute ainsi : « C'est à cause du recrutement. Etre communiste ou anarchiste, pour un Rocheux, c'est impossible. Il ne pouvait pas, il ne peut pas y avoir aux Roches de contestation. »

Si la gauche veut le pouvoir avant la fin du 20^e siècle



par

ROBERT FOSSAERT

Ce livre est un livre optimiste. Il n'apportera, certes, aucune consolation à ceux qui s'obstinent à préparer le Front populaire ou la Révolution de 1917. Mais à tous les hommes de gauche qui veulent agir dans - et sur - la France des années 1970, il propose plus qu'un espoir : une méthode.

Coll. "l'Histoire Immédiate" dirigée par Jean Lacouture
Un volume 288 pages 19,50 F

SEUIL

Plus loin, une autre question : « Ne croyez-vous pas qu'un recrutement plus large atténuerait ce risque de remplissage ? » Réponse : « Les Roches pourraient certainement accueillir des catégories sociales moins fortunées. Ce serait même moralement souhaitable, par exemple pour ce garçon que nous connaissons et qui n'est encore jamais entré dans une H.L.M. Oui, une démocratisation contrôlée du recrutement serait un bien. Mais l'esprit de l'Ecole pourrait-il être conservé intact ? Le problème est délicat. »

Sans autre commentaire. N'est-il tout de même pas fabuleux que l'enseignement capitaliste privé se présente ainsi et en fasse un argument publicitaire ? Question : combien révent que l'on puisse dire la même chose de l'Université publique ?

Alsthom

Stein lance le mouvement

De notre correspondant
particulier à Roubaix

Les travailleurs de Stein-Industrie qui ont fait démarrer le mouvement de mai dans l'agglomération roubaisienne se sont mis à nouveau en grève. Depuis le jeudi 9, on a cessé le travail dans les usines de Roubaix et de Lys-lès-Lannoy. Lundi, la grève continuait pour une durée indéterminée.

Dans un sondage effectué en septembre, la majorité des ouvriers des usines de Lys-lès-Lannoy et de Roubaix avaient placé en tête de leurs revendications la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

En la matière, les ouvriers de cette fabrique de chaudières thermiques ne sont pas particulièrement gâtés. Pour gagner 1.000 F par mois, primes et heures supplémentaires comprises, un P 1 doit travailler 52 heures par semaine. En travaillant 40 heures, il ne gagnerait que 750 F par mois. Que dire alors du manoeuvre qui, pour gagner 750 F par mois, doit travailler 52 heures par semaine !

En second lieu, les travailleurs de Stein insistent sur la garantie de l'emploi. Comment se fait-il que, de mai 1968 à septembre 1969, les effectifs de l'usine de Lys-lès-Lannoy soient passés de 1.120 à 940 salariés ?

Les affaires marchent pourtant bien, merci. Depuis la fusion avec Alsthom, on a copieusement réorganisé et restructuré. Dans une interview accordée à « la Vie française », M. Glasser, P.D.G. d'Alsthom, se félicite de la rationalisation de la production, de l'aide de l'Etat notamment à l'occasion des concentrations, des prix compétitifs qui facilitent la conquête des marchés étrangers et des dividendes convenables versés aux actionnaires.

La direction ne semble même pas avoir l'intention de liquider de sitôt l'établissement lyssois. A grands frais, on construit des bureaux tout neufs et l'on fait entrer du matériel mécanographique. Donc, dans le plan de réorganisation, l'usine de Lys semblerait bénéficiaire. Ce serait plutôt à ses salariés de la région parisienne que la direction de Stein dirait : « Monsieur (Madame ou Mademoiselle), c'est la valise ou la porte. »

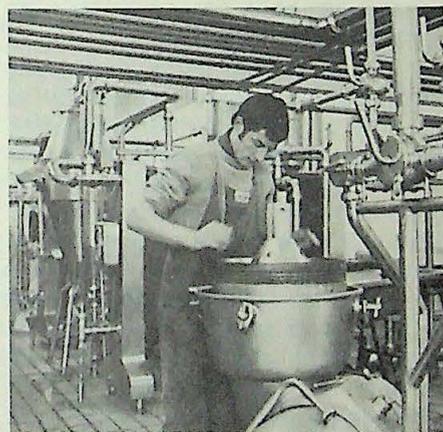
Ainsi, l'usine de Montigny a fermé ses portes (150 ouvriers sur

le pavé) et l'on susurre çà et là que le siège parisien de Stein pourrait subir le même sort : ses bureaux seraient transférés à Lys-lès-Lannoy.

Si notre parti lutte depuis des années pour la décolonisation de la province, ça n'est certainement pas pour transformer Paris en ville-fantôme. On ne peut accepter le déménagement d'une usine ou d'un siège social si ceux qui y travaillent et qui veulent rester à Paris n'ont pas la garantie préalable de trouver sur place une situation meilleure ou du moins équivalente.

N'allons pas croire à une opération de décentralisation. Stein fait partie du groupe Alsthom depuis la fin de l'an dernier. Et les bureaux roubaisiens ne feront que transmettre des ordres venus d'ailleurs.

Les travailleurs roubaisiens craignent que les usines de Lys et de Roubaix n'abandonnent toutes leurs activités secondaires pour se spécialiser dans la fabrication des panneaux de chaudières. Ce n'est



Collombert

pas un hasard si l'usine de Lys a perdu le cinquième de ses effectifs. L'an dernier, on a fermé l'aciérie-fonderie. La direction n'a certes pas procédé à un licenciement collectif : elle craignait la grève. Mais elle n'a pas offert aux fondeurs des emplois meilleurs : presque tous se sont retrouvés avec des salaires amoindris. Alors, la plupart sont partis. Ils ne sont pas les seuls, d'ailleurs : depuis le 1^{er} janvier, 23 soudeurs ont pris leur compte. Ils trouvaient du travail pour de meilleures conditions.

A l'occasion, la direction ne dédaigne pas de liquider des « mauvais éléments ». Un cadre peut être invité à chercher du travail ailleurs. Non contente de licencier

d'une manière déguisée, la direction a récemment voulu mettre à la porte un employé « insuffisamment rentable ». Cet homme est diabétique. Devant la réaction des travailleurs, la direction a « remis sa décision » au 30 novembre.

Dans cette usine où l'on sait ce que faire la grève veut dire (mai 1968 l'a prouvé), le patronat pratique une politique de sourde oreille et résiste pied à pied aux revendications. Toute la réorganisation en cours doit être payée par les travailleurs. Mais ceux-ci ressentent le mépris qu'il y a dans cette attitude.

On le verra dans la manière dont s'est déclenchée la grève. Le mercredi 8, la direction écarte les revendications. Pardon : elle accorde des mètres pliants aux monteurs. Le lendemain, les travailleurs débrayent, se réunissent dans la cour de l'usine de Lys et accompagnent les délégués jusqu'à la porte du bureau directorial. Les délégués présentent à nouveau le cahier de revendications. Nouveau « niet » : c'est la grève. L'usine de Roubaix entre aussi dans le mouvement.

Vendredi, une réunion paritaire se tient à la Chambre patronale. Au bout d'une heure et demie de tergiversations, le directeur des usines de Roubaix et de Lys dira qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'il avait dit mercredi. Les délégués se lèveront et quitteront la salle.

C'est un refus semblable qui a fait éclater la grève en mai 1968. Mais quelque chose a changé : la direction roubaisienne et la Chambre patronale se retranchent derrière des autorités supérieures qui se dérobent. Aussi, pour s'attaquer au pouvoir patronal, les travailleurs de Stein sentent qu'ils doivent coordonner leurs luttes avec celles des autres établissements du trust Alsthom.

Samedi, une délégation du siège social participait à la conférence de presse. Lundi, un tract de la C.G.T. et de la C.F.D.T. était diffusé dans la métallurgie roubaisienne, mais aussi aux différentes usines du groupe : Belfort, Tarbes, Grenoble (Neyrpic), ainsi qu'au siège parisien.

Chez Stein, on se rend compte que, pour faire face aux trusts, il faut organiser la lutte sur une échelle de plus en plus grande. □

Contrôle de la durée du travail

Philippe Guyot

Le 21 juin 1968, un accord était signé entre Bercot et les syndicats de Citroën, entraînant la fin de la grève. L'article le plus important de ce protocole était celui concernant la durée du travail. Les horaires hebdomadaires supérieurs à 48 heures devaient être réduits d'une demi-heure en octobre 1968 et d'une demi-heure en octobre 1969. Les horaires hebdomadaires compris entre 45 heures et 48 heures devaient être réduits dans les mêmes conditions, à la seule exception des horaires actuels de 45 h 30 qui ne bénéficiaient d'une réduction d'une demi-heure qu'en octobre 1969. Ces réductions d'horaires devaient toutes s'effectuer sans perte de salaires.

Par une note de service, affichée le 11 septembre dans les ateliers, la direction de Citroën remettait en cause les engagements obtenus par la lutte des travailleurs en mai-juin. Des petits groupes se formaient dans chaque atelier, cette note ayant jeté la confusion parmi les travailleurs.

La riposte des travailleurs

Mais les travailleurs se ressaisissaient et discutaient de l'action à mener pour obliger Bercot à revenir sur sa décision. Bientôt, la question ne se posait plus de savoir si l'un prendrait ou non la demi-heure. En quelques minutes, la décision était prise à la base de se l'octroyer soi-même, sans en référer ni aux chefs d'ateliers ni à l'agent du secteur. Et la discussion ne roulait plus que sur les différentes formules possibles : ou bloquer la demi-heure sur le vendredi, ce qui faisait sortir à 16 heures, ou essayer de tenir un

nouvel horaire tous les jours (5 x 9) et sortir à 17 heures.

La direction, voyant que la colère grondait, envoya les flics internes de la maîtrise « sonder » les esprits. Ceux-ci essayaient d'expliquer dans les ateliers et sur les chaînes que la direction avait pris cette décision pour arranger les travailleurs. Mais le cœur n'y était pas et les éclats de rires de travailleurs furent francs et nets.

Le recul de Bercot

Il faut croire que le rapport fut vite fait au président-directeur général et que celui-ci ne devrait pas jeter de l'huile sur le feu par peur que l'incendie ne s'étende puisque, quelques jours après, une nouvelle note de service annonçait un nouvel horaire à partir du 1^{er} octobre. La direction faisait savoir qu'elle « donnait » la demi-heure, conformément à l'accord Citroën. Elle poussait même la mansuétude jusqu'à étendre le bénéfice de cette mesure à toutes les chaînes et toutes les usines. Il est vrai que, partout, la discussion continuait et que les travailleurs étaient bien décidés à passer outre aux consignes et à prendre leur dû à partir du 6 octobre.

À la suite de cette diminution d'horaires, l'anarchie des salaires a éclaté en pleine lumière. En effet, les taux horaires sont différents suivant que le travailleur se trouve travailler soit dans une équipe qui pratique déjà la moyenne hebdomadaire de 44 heures, soit dans une autre qui, momentanément, fait encore l'horaire normal de 47 h 30. Aussi, dans les outillages, par exemple, il est quasiment impossible de trouver deux ouvriers de qualification égale, travaillant ensemble, et qui perçoivent le même salaire horaire.

Le fait accompli

C'est pour mettre en cause ce « tripatouillage » de la direction sur la grille des salaires que l'équipe de Citroën-Saint-Charles a débrayé le 13 octobre. Le problème qui est posé ici, c'est celui du contrôle de la grille comme celui qui l'était en septembre était celui du contrôle de la durée du travail. La méthode a fait ses preuves. C'est la politique du « fait accompli » des travailleurs qui fait capituler la direction. A nouveau, la colère des travailleurs contraindra le P.D.G. de Citroën à reculer.

L'opinion d'A. Detraz

Nous avons reçu d'A. Detraz, membre du bureau confédéral de la C.F.D.T., la lettre ci-dessous qui, nous le pensons, intéressera beaucoup nos lecteurs. Sans vouloir répondre sur le fond à tous les problèmes posés par le camarade Detraz, car nous aurons l'occasion d'y revenir par la suite, nous tenons à faire observer que dans tous les textes adoptés par ses instances nationales, le P.S.U. a toujours tenu à souligner le rôle politique autonome des syndicats et à rejeter les conceptions corporatistes d'un syndicalisme purement économique. Mais cela veut-il dire pour autant qu'il faille admettre l'idée d'un syndicalisme suffisant à régler tous les problèmes politiques et en particulier celui décisif du pouvoir d'Etat. Nous ne le pensons pas et sur ce point nous croyons que le camarade Detraz aurait intérêt à se reporter aux matériaux préparatoires pour le congrès confédéral C.F.D.T. de 1970 où il est dit en particulier : « le passage à l'auto-gestion suppose la conquête du pouvoir central de l'Etat par des forces politiques décidées à sa mise en œuvre. » D'ailleurs les textes en question n'affirment même pas que le syndicalisme puisse régler tous les problèmes au niveau de l'entreprise en constatant qu'à ce niveau, précisément « il y a une distinction à faire entre le pouvoir syndical et le pouvoir des travailleurs. »

Ayant pris connaissance dans « Tribune Socialiste » du 11 septembre d'un tract édité par les militants du P.S.U. de la S.E.R.I., et compte tenu que vous déclarez « qu'il constituait une assez bonne synthèse de ce que sont les positions du P.S.U. », il m'a semblé nécessaire de formuler, en qualité de syndicaliste, quelques objections à son égard.

Si je n'ai rien à dire sur la première partie de ce document, il n'en est pas de même sur la deuxième : celle qui a trait au rôle du « groupe politique d'entreprise ».

Il est dit dans ce tract que « c'est au groupe politique d'entreprise d'apporter les analyses nécessaires, et de proposer des débouchés politiques aux organisations syndicales. »

C'est méconnaître la capacité politique du syndicalisme, c'est surtout laisser entendre qu'il ne possède aucune politique syndicale.

Faut-il rappeler les interventions récentes du syndicalisme dans la vie politique chaque fois que l'intérêt des travailleurs l'exige, interventions qui, bien entendu, doivent avoir un point de départ syndical et garder un aspect syndical.

Il est dit au paragraphe suivant que « c'est au groupe politique d'entreprise de poser le problème du pouvoir à tous les niveaux, c'est-à-dire, dans un premier temps le problème du contrôle par les travailleurs de la gestion de leur entreprise. »

Là encore, c'est méconnaître la tradition syndicale française. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les syndicalistes se posent le problème du pouvoir à tous les niveaux ;

c'est même très précisément en s'affrontant en permanence avec le pouvoir capitaliste dans les entreprises que les travailleurs ressentent le mieux la nécessité d'un changement politique ; nul besoin pour cela d'un groupe, d'une cellule ou d'une section politique.

Le fait de savoir si des organisations politiques doivent exister au sein des entreprises est une autre question, ce que je voudrais relever, c'est la fâcheuse tendance à vouloir confiner le syndicalisme à des tâches subalternes, bref à le considérer incapable de se situer à égalité intellectuelle avec les partis sur le plan de l'analyse et de la pensée politiques.

Quant au problème du contrôle, je vous ferai remarquer qu'il s'agit d'une vieille idée syndicale qui remonte aux années 1920.

Enfin, il est aberrant de lire dans le paragraphe suivant que « Le syndicat ne peut pas poser lui-même le problème du pouvoir sous peine de se barrer la route de la négociation. »

Il y a longtemps que les syndicats se posent le problème du pouvoir, ce qui ne les a jamais empêché de négocier. Est-ce que la revendication gestionnaire du syndicalisme d'avant-guerre lui a enlevé son pouvoir de négocier ? Est-ce que la revendication d'autogestion a paralysé l'action de la C.F.D.T. à Grenelle ?

Ce document appelle encore d'autres réflexions, mais je m'en tiendrai là pour l'essentiel. J'espère qu'il vous sera possible de porter ces quelques réflexions à vos lecteurs et, dans cette attente, croyez à mes amitiés syndicalistes.

COMMUNIQUER

plus souvent,
plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélère : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Grout à Virology - tél. 482-47-85.

Le conseil d'usine

Antonio Gramsci

La révolution prolétarienne n'est pas l'acte arbitraire d'une organisation qui s'affirme révolutionnaire ou d'un système d'organisations qui s'affirment révolutionnaires. La Révolution prolétarienne est un processus historique très long qui s'incarne dans le surgissement et le développement de forces productives déterminées (que nous résumons dans l'expression « prolétariat ») dans un contexte historique déterminé (que nous résumons dans les expressions « mode de propriété individuelle, mode de production capitaliste, système de la fabrique, mode d'organisation de la société dans l'Etat démocratique-parlementaire »). Dans une phase déterminée de ce processus, les forces productives nouvelles ne peuvent plus se développer et s'organiser de façon autonome dans les schémas officiels dans lesquels se déroule la vie collective : dans cette phase déterminée intervient l'acte révolutionnaire qui consiste à briser violemment ces schémas, à détruire tout l'appareil de pouvoir économique et politique, dans lequel les forces productives révolutionnaires sont opprimées, c'est-à-dire à anéantir la machine de l'Etat bourgeois pour constituer un type d'Etat dans lequel les forces productives libérées trouvent la forme adéquate à leur développement ultérieur et l'organisation nécessaire et suffisante pour la suppression de leurs adversaires.

Le processus réel de la Révolution prolétarienne ne peut être identifié au développement et à l'action des organisations révolutionnaires de type volontaire et contractuel comme le parti politique et les syndicats professionnels qui sont nés dans le camp de la démocratie bourgeoise et de la liberté politique (comme affirmation et développement de la liberté politique). Ces organisations dans la mesure où elles incarnent une doctrine qu'interprète le processus révolutionnaire et en prévoit (dans certaines limites de probabilité historique) le développement, dans la mesure où elles sont reconnues par les masses comme le reflet et comme un appareil de gouvernement embryonnaire, sont et deviendront de plus en plus les agents directs et responsables des actes successifs de libération que la classe ouvrière tout entière tentera d'accomplir dans le cours du processus révolutionnaire. Mais elles n'incarnent pas ce pro-

cessus, elles ne dépassent pas l'Etat bourgeois, elles n'embrassent pas et ne peuvent pas embrasser tout le pullulement des forces révolutionnaires que le capitalisme déchaîne dans son fonctionnement implacable de machine à exploiter et à opprimer.

Dans la période de prédominance économique et politique de la classe bourgeoise, l'évolution du processus révolutionnaire se fait souterrainement dans l'obscurité de l'usine, dans l'obscurité de la conscience des multitudes immenses que le capitalisme soumet à ses lois. Il n'est pas contrôlable et perceptible, et le deviendra à l'avenir seulement quand les éléments qui le constituent (les sentiments, les velléités, les habitudes, les germes d'initiative et de conceptions morales) se seront développés et purifiés avec l'évolution de la société et de la situation que la classe ouvrière occupe dans le camp de la production. Les organisations révolutionnaires (le parti politique et le syndicat) sont nés dans le camp de la liberté politique, dans le camp de la démocratie bourgeoise, comme affirmation de la liberté et de la démocratie en général, dans un camp dans lequel subsistent les rapports de citoyen à citoyen : le processus révolutionnaire lui se manifeste au niveau de la production, dans l'usine, où les rapports sont des rapports d'opresseur à opprimé, d'exploiteur à exploité, où il n'existe pas de liberté pour l'ouvrier, où il n'existe pas de démocratie. Le processus révolutionnaire se manifeste là où l'ouvrier n'est rien et veut devenir tout, là où le pouvoir du propriétaire est illimité, est pouvoir de vie et de mort sur l'ouvrier, sa femme et son fils.

Quand le processus historique de la Révolution ouvrière — immanent dans le mode de vie collective du régime capitaliste, conforme à des lois et se développant nécessairement par la confluence d'une multiplicité d'actions incontrôlables parce que créées par une situation non voulue et non prévue par l'ouvrier — devient-il contrôlable et repérable ?

Il le devient quand toute la classe ouvrière est devenue révolutionnaire non au sens où elle refuse génériquement de collaborer aux institutions de gouvernement de la classe

bourgeoise, non au sens où elle représente une opposition dans le camp de la démocratie, mais au sens où tous les travailleurs qui se retrouvent dans l'usine commencent une action qui nécessairement doit déboucher dans la fondation d'un Etat ouvrier, qui nécessairement doit conduire à organiser la société d'une façon originale sous une forme universelle qui embrasse toute l'Internationale et par conséquent toute l'humanité. Nous disons que la période actuelle est révolutionnaire précisément parce que nous constatons que la classe ouvrière, dans toutes les nations, avec toute son énergie — quelles que soient par ailleurs les erreurs, les hésitations propres à une classe opprimée qui n'a pas d'expérience historique et doit inventer presque tout — tend à créer des institutions de type nouveau au niveau ouvrier, à base représentative et selon un schéma industriel. Nous disons que la période actuelle est révolutionnaire parce que la classe ouvrière tend avec toutes ses forces, avec toute sa volonté à fonder son Etat. C'est pourquoi nous disons que la naissance des conseils ouvriers d'usine représente un grand événement historique, le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du genre humain. Par là le processus révolutionnaire vient à la lumière, entre dans la phase où il peut être contrôlé et calculé.

Dans la phase libérale du processus historique de la classe bourgeoise et de la société dominée par elle, la cellule élémentaire de l'Etat était le propriétaire qui dans l'usine subjugue à son profit la classe ouvrière. Dans la phase libérale le propriétaire était aussi entrepreneur et industriel. Le pouvoir industriel, le fondement du pouvoir industriel était dans l'usine et l'ouvrier n'arrivait pas à libérer sa conscience de la conviction que le propriétaire était nécessaire, car il l'identifiait avec la personne de l'industriel, avec la personne du gestionnaire responsable de la production, responsable par conséquent de son salaire, de son pain, de ses habitudes de vie et de son toit.

Dans la phase impérialiste du processus historique de la classe bourgeoise, le pouvoir industriel sur toute usine se détache de l'usine et se concentre dans un trust, dans un monopole, dans une banque, dans la bureaucratie étatique.

ANTONIO GRAMSCI (1891-1937), un des fondateurs du communisme italien, fut aussi un des théoriciens les plus originaux du mouvement ouvrier international. On lui doit en particulier une série d'articles remarquables sur les conseils ouvriers en 1919-1920 à partir de l'expérience des conseils d'usine de la région de Turin. Il mourut en 1937 des suites de son emprisonnement dans les geôles de Mussolini sans s'être plié au stalinisme alors triomphant dans le mouvement communiste.

Le pouvoir industriel devient irresponsable et par conséquent plus autocratique, plus impitoyable, plus arbitraire. Mais l'ouvrier, libéré de la suggestion par le « chef », libéré de l'esprit hiérarchique servile, poussé par les conditions générales dans laquelle se trouve la société en fonction de la nouvelle phase historique, fait des conquêtes inappréciables d'autonomie et d'initiative.

Dans l'usine la classe ouvrière devient un « instrument de production déterminé dans une organisation déterminée. C'est par hasard que chaque ouvrier entre dans ce corps constitué pour ce qui concerne la destination de son travail, puisqu'il représente une nécessité déterminée du processus de travail et de production. C'est seulement pour cela qu'on l'emploie et qu'il peut gagner son pain : il est un engrenage de la machine — division du travail, de la classe ouvrière se déterminant en un instrument de production. Si l'ouvrier acquiert une conscience claire de sa « nécessité déterminée » et en fait le fondement d'un appareil représentatif de type étatique, c'est-à-dire non volontaire ou contractuel, par voie d'adhésion, mais absolu, organique, collant à une réalité qu'il est nécessaire de reconnaître pour assurer le pain, le vêtement, le toit, la production industrielle. Si l'ouvrier, si la classe ouvrière font cela, ils font une chose grandiose, ils inaugurent une histoire nouvelle, celle des Etats ouvriers qui doivent confluer dans la formation de la société communiste, d'un monde organisé conformément à la grande entreprise mécanisée, dans la formation de l'Internationale communiste dans laquelle chaque peuple, chaque partie de l'humanité prennent figure en tant qu'ils exercent une production déterminée et non plus en tant qu'ils sont organisés sous la forme de l'Etat et dans des frontières déterminées.

En construisant cet appareil représentatif la classe ouvrière procède à l'expropriation de la machine essentielle, de l'instrument de production le plus important, la classe ouvrière elle-même, retrouvée, en possession de la conscience de son unité organique et opposée unitairement au capitalisme. La classe ouvrière affirme ainsi que le pouvoir industriel dans son fondement doit retourner dans l'usine ; elle pose l'usine comme la forme dans laquelle elle se constitue en corps or-

ganisé, comme la cellule d'un nouvel Etat, l'Etat ouvrier, et comme la base d'un nouveau système représentatif, le système des conseils. L'Etat ouvrier, dans la mesure où il se donne une configuration productive, crée déjà les conditions de son développement, de sa dissolution en tant qu'Etat, de son incorporation dans un système mondial, l'Internationale communiste.

Aujourd'hui, dans le conseil ouvrier d'un grand établissement mécanisé chaque équipe de travail se fond, du point de vue prolétarien, avec les autres équipes, et chaque moment de la production industrielle se fond, d'un point de vue prolétarien, avec les autres moments en marquant le processus productif. De même, dans le monde le charbon anglais se fond avec le pétrole russe, le blé sibérien avec le soufre de Sicile, le riz du Vercellese avec le bois de Styrie... dans un organisme unique sous administration internationale qui gouvernera la richesse du globe au nom de l'humanité tout entière. En ce sens le conseil ouvrier est la première cellule d'un processus historique qui doit culminer dans l'Internationale communiste, non plus comme organisation politique du prolétariat révolutionnaire, mais comme réorganisation de toute la vie collective, nationale et mondiale. Toute action révolutionnaire n'a de valeur, de réalité historique que si elle s'insère dans ce processus, que si elle est conçue comme un acte de libération par rapport aux superstructures bourgeoises qui empêchent et entravent ce processus.

Les rapports qui doivent exister entre le parti politique et le conseil d'usine, entre le syndicat et le conseil d'usine résultent implicitement de cette façon de voir. Le parti et le syndicat ne doivent pas se poser en tuteurs ou comme superstructures déjà constituées de cette nouvelle institution, dans laquelle le processus historique de la Révolution prend une forme contrôlable. Ils doivent se faire les agents conscients de sa libération par rapport aux forces répressives coiffées par l'Etat bourgeois, ils doivent se proposer d'organiser les conditions externes générales (politiques) où le processus révolutionnaire se fera plus rapide, où les forces productives libérées trouveront leur expansion maximale.

(● L'ORDINE NUOVO, 5 Juin 1920. Turin.)

stratégie des luttes : le débat est ouvert

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Monsieur le Secrétaire Général,

Le dernier numéro de votre journal « Tribune Socialiste » publié, sous la signature de « François DUBURG », une article contre lequel le Bureau confédéral unanime élève une ferme protestation.

Cet article incite publiquement les militants de votre parti, membres de notre organisation syndicale, à attaquer, en la calomniant, la direction de la C.G.T., à constituer des fractions en vue de combattre l'orientation confédérale telle qu'elle a été démocratiquement définie par ses congrès; bref, il leur est recommandé de se livrer à un travail de sape, de dénigrement systématique et de débauchage partout où ils se trouvent.

C'est la première fois, depuis bien longtemps, qu'un parti politique se réclamant de la gauche cautionne une telle immixtion au sein du mouvement syndical. Il s'agit d'une véritable atteinte à la souveraineté et à l'indépendance syndicales, d'une intrusion intolérable et, en fait, d'une tentative caractérisée pour diviser, déconsidérer et donc affaiblir l'organisation syndicale la plus puis-

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai bien reçu votre lettre du 10 octobre et je vous remercie d'avoir choisi l'échange d'informations entre directions responsables plutôt que tout autre procédé pour régler un problème.

Cependant, un détail semble avoir échappé à la vigilance du Bureau Confédéral de la C.G.T. : François Duburg n'est pas un membre du P.S.U., mais un membre d'une autre organisation qui s'appelle Lutte Ouvrière avec laquelle, malgré des désaccords en matière de stratégie comme sur le plan tactique, nous poursuivons un débat public.

Le Bureau National du P.S.U. s'est exprimé à plusieurs reprises et sans aucun contrôle de la part de Lutte Ouvrière dans le journal de cette organisation; de la même manière, nous avons ouvert nos colonnes à des camarades de Lutte Ouvrière dans le cadre du débat public et contradictoire que poursuivent nos organisations.

Il n'entre pas dans notre conception de ces débats de censurer en

sante, la plus représentative et la plus combative.

Aussi, avons-nous la conviction que les militants de la C.G.T. — y compris ceux qui adhèrent à votre parti — réprovent pareille entreprise.

La C.G.T. veut entretenir de bonnes relations avec tous les partis de gauche sans exclusive et même contracter, avec eux, des accords en vue d'actions communes pour des objectifs déterminés, mais, de même qu'elle s'interdit toute immixtion dans leur vie intérieure et respecte leur souveraineté, elle entend qu'il en soit ainsi à son égard et avec la même rigueur.

Si la direction de votre parti ne désavouait pas officiellement et publiquement l'article incriminé, il va de soi que nous ne manquerions pas d'en tirer les conséquences inévitables.

Veuillez agréer Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de nos sentiments syndicalistes.

Pour le Bureau Confédéral :

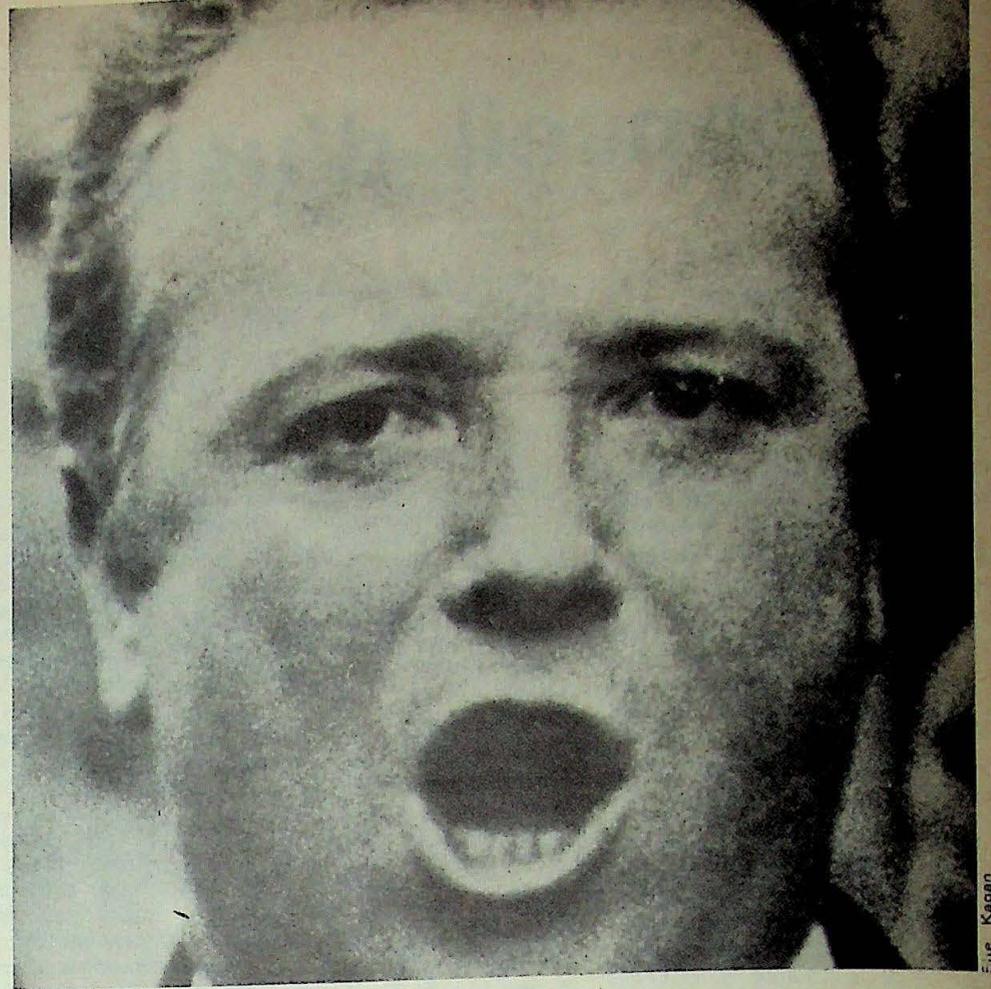
Georges SEGUY,

Secrétaire Général de la C.G.T.

quoique ce soit les textes par lesquels s'expriment des militants d'organisations extérieures à la nôtre, notamment lorsqu'il s'agit de points sur lesquels le P.S.U. peut lui-même être d'opinion différente. Nous nous sommes déjà exprimés longuement sur le problème traité, notamment au cours de notre récent Congrès et n'entendons pas pour notre part formuler ici de nouveaux jugements sur la position de Lutte Ouvrière et encore moins sur l'interprétation outrancière que vous en faites.

Les divergences d'appréciation comme de tactique n'ont pas manqué au cours de la période récente entre le Bureau Confédéral de la C.G.T. et le Bureau National du P.S.U.; mais il ne vous a pas échappé que nous avons toujours cherché à les discuter tout en préservant la capacité essentielle qui doit rester celle de toutes les forces socialistes et ouvrières : la capacité de lutter côte à côte contre le même adversaire, malgré les divergences.

Il est symptomatique à nos yeux que, dans ces débats pourtant malaisés, ce soit un article classé dans la rubrique « débat » et qui n'en-



gage pas notre Parti, que vous ayez considéré comme un acte à vos yeux inadmissible.

J'en tire a contrario la conclusion que la manière dont le P.S.U. pose les problèmes, tout en ne taisant jamais les divergences, préserve mieux nos chances de mener efficacement le même combat pour le socialisme.

Il est, pour sortir de la situation créée par cet article, plusieurs procédés, mais celui que vous proposez — le désaveu officiel et public de l'article incriminé — n'a pas de signification : la totalité des militants du P.S.U. savent fort bien que leur Parti n'est pas engagé par la position d'une autre organisation. Au demeurant, si l'accord entre le P.S.U. et Lutte Ouvrière était total, nous serions probablement dans la même organisation.

D'autre part, le P.S.U. a, en ce qui concerne le travail de ses militants dans les entreprises, une conception plus respectueuse de l'autonomie de décision du mouvement syndical et de ses organisations, comme l'a précisé la thèse n° 13 adoptée à notre dernier Congrès.

D'autre part, l'article de F. Duburg se situe dans le cadre d'un débat qui continue et où nous réinterviendrons.

Enfin naturellement, puisque Tribune Socialiste se veut un journal de débat, une des formes possibles serait que le Bureau Confédéral de la C.G.T. à l'invitation de la rédaction de T.S. propose lui-même un article dans cette rubrique « débat » que notre journal publiera avec le même respect du texte qu'il l'a fait dans le cas de l'article de F. Duburg.

Nous avons relevé par ailleurs que « la C.G.T. veut entretenir de

bonnes relations avec tous les partis de gauche sans exclusive et même contracter avec eux des accords en vue d'actions communes pour des objectifs déterminés ». Cette phrase nous a paru d'une très grande importance et, considérant le malentendu qu'a provoqué votre lettre comme réglé, nous nous félicitons de cette position de votre part. Le Bureau National du P.S.U. est prêt à mandater une délégation aux fins de rencontrer une délégation du Bureau Confédéral de la C.G.T. pour évoquer, dans les meilleurs délais que vous jugerez souhaitables, les actions communes qu'il est possible à nos deux organisations de mener sur des objectifs déterminés ensemble.

Je puis en tous cas en terminant vous assurer que les nombreux militants du P.S.U. qui sont syndiqués à la C.G.T., s'il leur arrive de discuter une orientation ou un mot d'ordre, restent fiers d'appartenir à leur confédération et entendent y militer pour lui assurer le plus grand rayonnement et la plus grande efficacité par l'exercice d'une démocratie syndicale active.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de mes meilleurs sentiments socialistes.

Pour le Bureau National,
Michel ROCARD.

Militants socialistes recherchent camarades en vue achat en commun grande propriété 100 km Paris pour week-end, échanges et rencontres amicales. Apport initial 10.000 F. Renseignements : PER. 74-76.

Ce pourquoi nous luttons

Claude Lavezzi

Parce qu'elle se refuse à devenir une masse de chômeurs sans qualification, l'avant-garde des travailleurs indépendants, rassemblée dans les organisations contestataires, se voit mise au ban de la nation : presse, radio, télévision participent à la campagne de diffamation. Tous les moyens sont bons pour parvenir à nous isoler : interprétations abusives de nos déclarations, mise en valeur des dirigeants des P.M.E. responsables de notre présente situation : tel ce vice-président des P.M.E. du XV^e arrondissement qui préconise aujourd'hui le paiement des patentes au taux de 1968, alors qu'hier, en qualité de conseiller de Paris, il a voté l'augmentation de 43 % qui frappe les Parisiens ; tentatives de remise en selle d'aventuriers qui, en 1956, ont détourné le mouvement de défense des commerçants et artisans vers l'aventure à caractère fasciste que l'on sait...

Opérations multiples de division du mouvement, pressions de tous ordres pour tenter de désolidariser les travailleurs indépendants de leurs camarades emprisonnés ou contraints à la clandestinité, silence sur nos propositions, mieux, accusations de ne rien proposer, de néo-poujadisme, de provocations au désordre, etc.

Dans ce concert, nous avons la surprise de voir « l'organe du parti de la classe ouvrière » jouer sa partition, nous traiter d'aventuriers, de provocateurs et inviter les artisans et commerçants à faire « confiance aux organisations représentatives » c'est-à-dire aux gros pontes de nos professions tels les Drugbert, Lamy et autres mandarins, lesquels se retrouvent, au sein des P.M.E. et du C.A.T.I., avec les Gingembre, Deleau et autres Vede dont les positions se révèlent les plus réactionnaires qui se puissent trouver, ce ne sont pas les syndicalistes ouvriers qui étaient à Grenelle et à Tilsitt qui pourront nous démentir : ce sont les délégués des P.M.E. qui se sont opposés avec acharnement aux revendications des travailleurs en lutte. L'organe des P.M.E. « la Volonté » est là pour en témoigner de même qu'elle témoigne que Deleau et Vede ont bien mérité des sociétés capitalistes en s'opposant aux timides mesures de taxations des sociétés proposées par Boulin (« la Volonté », numéro 244). Que « le Figaro » soutienne ces gens-là nous le comprenons, mais que

« l'Humanité » mène le même combat, voilà qui est troublant...

Le sens de notre solidarité

En fait, la réalité est autre que celle que l'on tente d'accréditer. Depuis toujours, mais plus particulièrement ces derniers temps, le système de la libre entreprise et les Pouvoirs publics, qui n'en sont que l'émanation, acculent artisans et commerçants à la mort économique et sociale. Cela ne pouvait plus durer ; lente à s'éveiller et à s'organiser, la masse des travailleurs indépendants prend conscience, elle n'est plus dupe, elle réalise qu'elle a été le facteur d'équilibre qui a permis la survie du système qui l'écrase, elle ne marche plus et ne tolérera pas plus longtemps que des artisans et commerçants soient maintenus en prison ou contraints à la clandestinité. Le problème n'est pas de savoir si nous appuions ou non les formes d'action de La Tour-du-Pin, nous sommes solidaires parce que notre combat est le même et qu'il n'est pas antagoniste, mais complémentaire, de la lutte pour la défense du pouvoir d'achat des travailleurs.

En effet, contrairement aux affirmations de la presse aux ordres, notre action ne se limite pas aux quelques actions spectaculaires destinées à attirer l'attention. Nous luttons contre l'augmentation incessante des charges fiscales et commerciales qui grèvent les prix. Pour ne citer qu'un exemple, la T.V.A. représente 25 % du prix payé par le consommateur. De plus cette même T.V.A. (par le fait que les grandes surfaces peuvent utiliser, pour financer la création de nouvelles unités, les déductions sur investissements réalisés dans les centres précédents) constitue une incitation à multiplier les points de vente au détriment du petit qui, n'ayant qu'un point à surface réduite, ne peut procéder à des investissements que dans sa seule exploitation. La T.V.A. est donc une taxe de vie chère au service des trusts... Nous demandons sa réduction, sa perception au seul stade du gros et la suppression, ou tout au moins, l'aménagement de sa déductibilité.

En ce qui concerne la patente, nous exigeons sa suppression au niveau de l'artisan et du petit commerçant. Impôt inique et scandaleux en ce sens qu'il est le paiement du droit au travail — imaginez-vous le travailleur devant payer un

droit à l'emploi qu'il sollicite ? La patente frappe injustement les petits, c'est ainsi qu'un artisan qui fabrique son produit en atelier et le vend en boutique se voit imposer deux patentes pendant que le grand magasin qui représente, en fait, 12 ou 15 commerces sous un même toit n'en paie qu'une seule.

Notre lutte entre donc dans le cadre du combat contre une fiscalité de classe.

Faire payer les trusts

A propos de l'assurance maladie nous réclamons l'abrogation de la loi du 16 juillet 1966 qui ne nous garantit rien — pendant que le P.D.G. « salarié » se voit pris en charge par la Sécurité sociale.

Nous voulons l'intégration de tous les Français au régime général de la Sécurité sociale, pour ce faire, il faut faire table rase de son actuel système de financement.

En effet, l'U.R.S.S.A.F. est présentement financée par un pourcentage du salaire perçu par le salarié. Ceci a pour conséquence que les salaires montant moins vite que les prix pharmaceutiques et d'hospitalisations, les sorties de fonds de la S.S. sont plus importantes que ses rentrées, c'est là une des causes du déficit, mais non la seule...

Les entreprises artisanales et commerciales s'en tiennent au S.M.I.G. sur les bulletins de salaires afin d'éviter les charges sociales et versent un « complément de salaire » de la main à la main à l'employé, ce qui, en définitive, lèse et l'U.R.S.S.A.F. et l'employé et sert d'alibi aux P.M.E. et au C.N.P.F. pour s'opposer aux revendications des travailleurs sous le prétexte que les charges afférentes aux augmentations de salaires « mettraient en péril les petites entreprises » : conférer Grenelle et Tilsitt... Par ailleurs, par les phénomènes de la concentration, de l'automatisation, du développement de la productivité, etc. les trusts accroissent considérablement leurs productions, leurs chiffres d'affaires et leurs profits, alors que, dans le même temps, ils réduisent leurs personnels et proportionnellement leurs charges sociales, ce qui a pour résultat de faire assumer les charges de la santé du pays par les petites entreprises et, parmi elles, celles des artisans et commerçants. Pour ces raisons, nous

demandons que le financement de la Sécurité sociale soit assumé, non plus par un pourcentage de la masse des salaires, mais par un pourcentage prélevé sur le chiffre d'affaires des entreprises avec un système de surtaxe progressive permettant l'allègement de ceux du bas de l'échelle. Un tel système a pour avantage de rétablir l'équité dans le financement de la santé de la nation, d'assujettir tous les Français à la même protection sociale, de mettre un terme à la fraude sur les déclarations de salaires et, enfin, permet aux travailleurs de ne plus avoir à verser les 6,5 % de la part ouvrière, ce qui augmente d'autant leur pouvoir d'achat et ne peut que nous être profitable à tous... Sauf aux trusts bien entendu.

Informez le public

C'est là quelques-unes de nos revendications et propositions ; le cadre de cet article, et l'espace qui nous est imparti, ne nous permettent pas d'y aborder les autres problèmes qui se posent à nous, il faut néanmoins que l'on sache que nous sommes conscients de la complexité du devenir des artisans et commerçants. Certes, nous n'affirmerons pas que tout soit clair dans l'esprit de tous, mais présentement nous constituons des groupes d'études qui examinent comment constituer des groupements ou coopératives d'achat, comment prendre contact et travailler avec des groupes de production en court-circuitant les intermédiaires parasites, comment coordonner nos problèmes et nos luttes avec les problèmes et les luttes des travailleurs, etc.

Au stade actuel de la lutte entreprise, nous devons très rapidement nous organiser sur la base de nos rues, de nos quartiers, arrondissements et localités, briser l'isolement dans lequel on tente de nous enfermer, mettre en œuvre un véritable travail d'information du public, entre autres en pratiquant la vérité des prix par leurs décomposition : prix d'achat du produit, prix de la main-d'œuvre, des charges sociales, des frais généraux, de la patente et enfin ce qui nous reste. C'est là un rude travail, la tâche n'est pas facile, mais notre salut et la préservation de nos outils de travail sont à ce prix. □

● Bien que signé, cet article est le fruit du travail collectif d'un groupe d'artisans et de petits commerçants du XV^e arrondissement de Paris.

Un rapport explosif

Rémy Grillault

« Je vais faire du rapport Vedel mon livre de chevet. » Cette petite phrase prononcée par le ministre de l'Agriculture, M. Duhamel, a provoqué une panique dans les rangs des hauts dirigeants professionnels du monde rural.

Panique et tollé qui ont incité notre grand ministre à faire aussitôt machine arrière ; car des réactions un peu vives des agriculteurs pourraient bien l'empêcher de consacrer ses soirées à la lecture.

Un rapport de plus

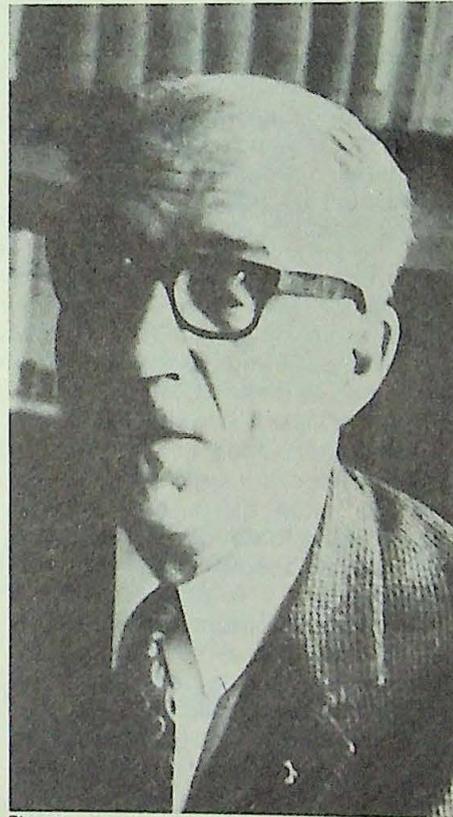
M. Vedel est un « honorable » professeur, un des chefs des enseignants résistants (résistants à la subversion étudiante bien entendu). Le gouvernement du général lui avait confié la présidence d'un groupe de travail chargé d'étudier « les perspectives à long terme de l'agriculture française (1968-85) ». Le groupe a pondé son rapport ; le gouvernement actuel l'a publié. Voilà un rapport de plus, qui comme tant d'autres décrit la crise agricole : l'inadaptation de la production à la consommation, l'accumulation de stocks invendables, le coût budgétaire, la charge pour la Nation, etc. Comme tant d'autres études sur le sujet, il rappelle quelques-uns des paradoxes de la politique officielle : moins il y a d'agriculteurs, plus la production s'accroît, l'aide de l'Etat profite surtout à ceux qui n'en ont pas besoin, le système de prix favorise la production des denrées déjà excédentaires. Tout cela a été dit cent fois par M. Mansholt.

Vedel ajoute que les politiques agricoles française et communautaire sont dans l'impasse, ce que tout le monde constate et que le marché commun agricole est une fausse panacée, ce qui devient chaque jours plus évident.

Mais là où les choses se gâtent, c'est lorsque le rapport fait des propositions. On se souvient que le rapport Mansholt avait déjà effrayé beaucoup de responsables de « la profession » et pourtant il apparaît comme une aimable potion à côté du remède de cheval Vedel.

Le modèle adopté (les modèles sont à la mode) repose sur une idée simple : « La nouvelle politique visant à rééquilibrer les rapports de l'agriculture avec le reste de la société tire son origine de l'adaptation des capacités de production à la demande du marché plus un excédent disponible pour l'aide alimentaire. » Mettre un terme à la surproduction et diminuer les charges budgétaires voilà les deux objectifs.

Les moyens sont radicaux : d'abord suppression des petites exploitations de moins de 20 hectares au fur et à mesure du départ de leur propriétaire âgé. Il y



Elie Kagan

a environ 900.000 exploitants âgés de plus de 46 ans qui travaillent sur une ferme n'ayant pas plus de 20 hectares ; eh bien, ces gens, il faut les empêcher de produire et empêcher leurs enfants de reprendre l'exploitation !

Des « réserves »

Aux parents, on donnera une petite pension ; et aux enfants une formation pour les reconverter aux tâches de l'industrie qui, comme chacun le sait, manque de bras.

Quant aux 7 millions d'hectares de terres « libérées », ils seront « mis en réserve » à des fins diverses (reboisement, parcs naturels, chasses, terrains de sports, etc.). Il faudrait même aller un peu plus loin et mettre aussi en réserve quelques millions d'hectares supplémentaires des terres appartenant à des agriculteurs « âgés » qui ont plus de 20 hectares.

La mort des « petits »

La seconde proposition, c'est de diminuer les prix agricoles pour « les aligner sur les coûts moyens des exploitations européennes ayant les coûts les plus bas ». Diminution donc très forte : 50 % pour les productions comme le blé et le sucre qui intéressent surtout les exploitations des gros agrariens ; mais le rapport — toujours dans un souci d'équité — ajoute en plus que les entreprises compétitives ne devront plus recevoir d'aide et devront payer les impôts directs et indirects en fonction de leurs véritables bénéfices.

Suppression progressive de la petite exploitation et suppression des privilèges de la grande exploitation, voilà le programme. On comprend qu'il y ait quelques réactions.

Finalement une aide de l'Etat ne sera concédée qu'à quelques exploitants moyens pour les aider à devenir compétitifs. Les crédits publics seront donc consacrés surtout aux indemnités à allouer aux exploitants âgés, à la reconversion des agriculteurs « convertibles », au rachat des terres, à la formation professionnelle et à l'industrialisation des régions pauvres.

En conclusion M. Vedel et ses acolytes admettent que leur plan implique quelques ajustements délicats, mais aussi que « moins la révision sera radicale ou plus elle sera tardive, et plus le développement national en sera affecté : le désordre et le désert ont aussi leur coût ».

La F.N.S.E.A. a proposé une journée nationale d'information que les éléments « avancés » ont fait transformer en journée nationale d'action. Le MODEF est prêt à s'associer à cette action : ce sera un test sur la combativité des paysans. Mais quel qu'il soit on peut craindre que cette action générale n'ait pour seul résultat une négociation entre les « patrons de l'agriculture et le pouvoir » pour passer sous silence les aspects du Plan Vedel qui touchent aux privilèges des gros agrariens. Parce que, pour ce qui est des petits paysans — rapport Vedel ou pas —, leur condamnation par le régime actuel est déjà inscrite dans les faits. □

A Dijon déjà et à nouveau au Conseil National de Paris, notre Parti met au premier plan de ses réflexions une analyse approfondie des forces sociales sur lesquelles les organisations socialistes doivent prendre appui pour réaliser la transformation révolutionnaire de la société. A ce titre, les mutations qui se produisent, du fait de la transformation et de la modernisation des structures de production, ont une importance considérable pour la compréhension des luttes qui secouent tant la classe ouvrière que le monde rural. En publiant ici deux analyses de documents récents, nous avons l'espoir d'aider au débat qui se déroule dans le Parti. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

T. S.

La nouvelle classe ouvrière

Jean-Marie Vincent

À une époque où il était de bon ton dans les milieux de gauche de se lamenter sur l'assoupissement de la classe ouvrière, Serge Mallet avait fait sensation (à la fin des années cinquante) en décrivant son nouveau visage et en découvrant, derrière l'intégration apparente de son activité revendicative aux mécanismes capitalistes, des poussées révolutionnaires nouvelles.

La mise en question de la gestion capitaliste

Ses analyses se basaient sur le bouleversement incessant des forces productives et des processus technologiques entraîné par une accumulation capitaliste très rapide depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elles soulignaient que la force de travail dans les entreprises les plus modernes se trouvait placée dans une position beaucoup plus forte que celle occupée par les ouvriers spécialisés (O.S.) de l'industrie simplement mécanisée (caractéristique des années vingt et trente). Les opérateurs, les réparateurs, les techniciens des usines automatisées ou semi-automatisées maniant une masse beaucoup plus considérable de capital et n'étant pas interchangeables au même degré que les O.S. avaient, selon lui, une force de frappe beaucoup plus considérable contre le patronat. Les tentatives d'intégration à l'entreprise rendues nécessaires par la programmation de la production sur de longues périodes dans les grandes concentrations capitalistes ne faisaient en fait que renforcer la position des travailleurs. Obligés de suivre au plus près les problèmes de la gestion capitaliste des entreprises pour s'opposer avec succès au patronat, ceux-ci étaient conduits en effet à dépasser le stade de la participation conflictuelle (négociation portant exclusivement sur les salaires) pour s'intéresser de très près au syndicalisme de contrôle (limitation du pouvoir patronal). Pour Serge Mallet, les travailleurs hautement qualifiés des secteurs modernes de l'industrie étaient porteurs d'une visée gestionnaire, et en ce sens révolutionnaires, même s'ils ne se posaient

pas immédiatement le problème du pouvoir politique.

Un nouvel éclairage

Toutes ces analyses que Serge Mallet développa progressivement furent synthétisées dans un ouvrage paru en 1963 (« la Nouvelle Classe ouvrière ») et depuis fort discutées. Aujourd'hui une édition populaire, allégée et un peu remaniée, du même ouvrage vient de paraître dans la collection « Politique » des éditions du Seuil (1), ce qui donne à notre camarade l'occasion de faire le point sur l'état du problème après le grand mouvement de mai-juin 1968 dans un long avertissement au lecteur. Pour l'essentiel il pense ses conclusions toujours valables, et ne procède par conséquent à aucune révision déchirante. Toutefois un certain nombre de notations nouvelles ne manquent pas d'intérêt. Par exemple, celle-ci qui s'oppose à toute idée d'un déterminisme technologique absolu : « Ce qui est apparu en mai avec évidence, c'est que le critère déterminant d'insertion dans tel ou tel groupe de la classe ouvrière est moins le statut personnel de chaque ouvrier dans l'entreprise — qualifié ou non qualifié, cadre ou manuel, jeune ou moins jeune, horaire ou mensuel — que la position dans l'économie globale de l'entreprise dans laquelle il travaille » (p. 18). Ou encore, les passages qui définissent les possibilités d'unification des différentes couches de la classe ouvrière, récusant par conséquent une séparation complète entre « nouvelle » et « vieille » classe ouvrière : « Tant que subsistera la division technologique du travail, la classe ouvrière ne sera unifiée que « théoriquement ». Son unité ne pourra jamais se réaliser sur la base des batailles défensives — qui figent au contraire chaque groupe socio-professionnel dans ses caractéristiques particulières — mais seulement à partir d'un projet de transformation de la société » (p. 23-24).

La socialisation des forces productives

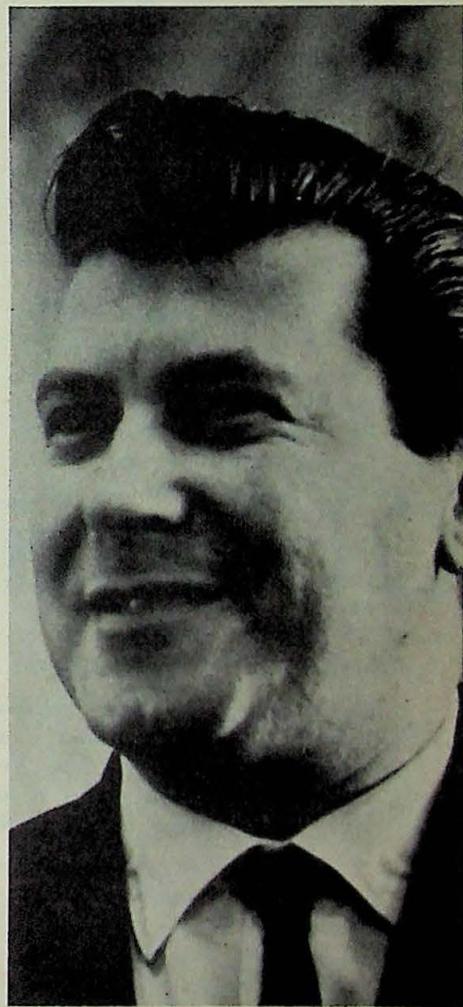
Le nouvel éclairage ainsi donné à l'ouvrage nous paraît beaucoup

plus satisfaisant que l'ancien. De cette façon les analyses sont beaucoup plus différenciées, beaucoup plus convaincantes aussi. On n'est plus tenté de voir dans les théories de Serge Mallet le transfert sur une « nouvelle classe ouvrière » mythique des vertus autrefois attribuées à un prolétariat rédempteur de l'humanité parce que marqué par la misère. On se rend compte au contraire que Serge Mallet a raison d'affirmer que le développement des forces productives (humaines et matérielles) modifie sans cesse les comportements ouvriers comme il modifie sans cesse les rapports de travail. La socialisation croissante des forces productives se traduit en particulier par une complication et une interdépendance croissantes des différentes phases du processus de production que seules des forces collectives et organisées peuvent maîtriser. La supervision capitaliste de l'économie avec toute sa hiérarchie répressive apparaît comme virtuellement inutile et parasitaire dans ce cadre par rapport à des forces productives — essentiellement les travailleurs — qui sont de plus en plus à l'étroit dans l'organisation actuelle du travail et ont une tendance irrépressible à rechercher d'autres modes d'organisation des relations de production.

Classe ouvrière et avant-garde

Il reste, il est vrai, que Serge Mallet laisse non résolus, tout au moins dans cette édition, deux problèmes importants pour l'étude de la classe ouvrière. Le premier est celui de la délimitation du travail productif au sens marxiste du terme, c'est-à-dire productif de plus-value et concourant à la reproduction du capital (2). Serge Mallet parle par exemple des cadres, sans introduire une distinction entre ceux qui sont de véritables techniciens productifs et ceux qui exercent sur les hommes au travail une autorité déléguée par le patronat. Or les luttes récentes nous ont montré précisément qu'il y avait une véritable fracture à l'intérieur de la couche qu'on appelle cadres, et la distinction apparemment abstraite devient nécessaire pour repérer alliés ou ennemis potentiels.

Le deuxième problème concerne les relations entre ce que faute de mieux on appellera l'articulation entre avant-garde sociologique et avant-garde politique. Dans son livre, Serge Mallet se laisse emporter par son optimisme et a tendance à croire que l'avant-garde sociologique devient quasi automatiquement avant-garde politique. Nous ne nierons pas la réceptivité aux idées révolutionnaires de la classe ouvrière des secteurs avancés de l'économie, mais nous continuerons à penser que la création d'une force politique



Collombert

d'avant-garde ne se fera pas spontanément à partir des revendications quotidiennes des travailleurs, mais à partir d'une clarification politique difficile contre les idées de la classe dominante et les illusions de la classe dominée. Il est vrai que Serge Mallet, membre actif du P.S.U., ne doit pas ignorer totalement ce problème. □

(1) En vente à la librairie de « Tribune Socialiste ».

(2) Ce problème avait été abordé dans l'édition de 1963.

WE

militante

A chaque section, sa bibliothèque

« Chaque militant doit considérer comme une obligation de consacrer une partie importante de son temps militant à se former lui-même et à contribuer à la formation de ses camarades », écrivait François Dalbert dans Tribune du 25 septembre. Cette directive, lancée par le responsable national à la formation, est importante et ne doit pas rester lettre morte. Car il ne servirait à rien d'accentuer les efforts, dans chaque fédération, pour que les stages cernent au plus près la pratique de nos militants sur chaque front de lutte si, dans le même temps, l'éducation générale de tout militant socialiste n'était pas ressentie comme une nécessité impérieuse par tout le Parti.

C'est pour servir de support à cet essai collectif que la librairie de Tribune Socialiste propose cette semaine une offre exceptionnelle. Deux listes d'ouvrages, en dépôt à la librairie, sont proposées aux sections et aux fédérations pour une valeur inférieure à leur prix coûtant, afin de permettre la constitution d'un fonds de base destiné à démarrer une bibliothèque collective. Dans les semaines qui viennent, d'autres listes seront proposées. Mais l'essentiel est que cette incitation ne soit pas perdue. A partir de cette base, bien d'autres apports sont possibles, bien d'autres livres peuvent circuler. L'objectif reste que, dans chaque section, chaque militant soit mis à même d'approfondir la réflexion du Parti et de mieux s'armer pour les luttes en cours. La bibliothèque de section est, à cet égard, un outil indispensable.

P.G.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »
Ouvert sans interruption de 9 à 19 h ; samedi de 9 à 13 h.

VOUS PROPOSE

• Liste N° 1	
La classe ouvrière et le régime gaulliste, P. Naville	18,00 F
Les problèmes de la planification socialiste, C.E.S.	12,00 F
Le Japon - 3 ^e Grand, R. Guillaud	24,00 F
Ho Chi Minh, J. Lacouture	6,00 F
Sur le fascisme - 2 volumes, D. Guérin	12,30 F
Les 20 Amériques latines - 3 volumes, M. Niedergan	18,00 F
Le mouvement de mai ou le communisme utopique, A. Touraine ..	21,00 F

Prix réel 111,30 F

Notre proposition 100 francs franco.

• Liste N° 2	
En partant du capital	20,60 F
Lettres à Kugelmann, Karl Marx	15,40 F
Marx et Engels, D. Riazanov	15,00 F
Karl Marx, homme, penseur et révolutionnaire, D. Riazanov	15,40 F
La théorie du matérialisme historique, N. Boukharine	20,00 F
Que faire ?, Lénine	7,50 F
Dix jours qui ébranlèrent le monde (édition reliée), John Reed ..	32,00 F

Prix réel 125,90 F

Report liste N° 1 111,30 F

Franco 237,20 F

Notre proposition : franco 200, F.

BON DE COMMANDE : A adresser « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. PARIS 58-26-65

Liste N° 1 : 100 F.

Liste N° 1 et 2 : 200 F.

PAIEMENT A LA COMMANDE

Objectif 300.000

Nous pouvons, à ce jour, estimer à 175.000 francs environ le rendement de la souscription nationale lancée à l'occasion des présidentielles.

Nous voudrions rendre ici un hommage particulier à la fédération de la Seine-Maritime, toujours très régulière dans le règlement de ses cotisations qui, malgré trois bouillons électoraux en juin 68 (restés entière-

ment à sa charge) a néanmoins fait parvenir à la trésorerie nationale 5.500 francs de souscription, soit 20,00 francs par militant.

La section de Saint-Dizier a fait parvenir 1.355 francs ce qui, pour un effectif de 29 membres représente une moyenne de 46,72 francs.

01 ... 1.340,00	13 ... 1.145,00	25 ... 2.465,00	37 ... 1.391,20	49 ... 65,00	61 ... 662,00	73 ... 4.200,00	85 ... 30,00
02 ... 900,00	14 ... 1.100,00	26 ... 2.997,00	38 ... 2.720,00	50 ... 880,00	62 ... 1.963,50	74 ... 1.100,00	86 ... 365,00
03 ... 220,00	15 ... 110,00	27 ... 250,00	39 ... 2.580,00	51 ... 1.208,00	63 ... 3.137,00	75 ... 22.226,50	87 ... 520,00
04 ... 500,00	16 ... 200,00	28 ... 20,00	40 ... 60,00	52 ... 2.270,00	64 ... 1.737,50	76 ... 5.500,00	88 ... 200,00
05 ... 55,00	17 ... 200,00	29 ... 927,40	41 ... 345,00	53 ... 110,00	65 ... 1.250,00	77 ... 1.150,00	89 ... 595,00
06 ... 2.046,50	18 ... 255,00	30 ... 1.943,00	42 ... 1.185,00	54 ... 1.739,00	66 ... 768,00	78 ... 5.309,00	90 ... 220,00
07 ... 1.580,00	19 ... 1.407,00	31 ... 2.699,00	43 ... 200,00	55 ... 370,00	67 ... 525,00	79 ... 124,00	91 ... 4.659,50
08 ... 297,00	20 ... 270,00	32 ... 700,00	44 ... 3.620,00	56 ... 170,00	68 ... 912,00	80 ... 448,00	92 ... 8.065,00
09 ... 240,00	21 ... 685,00	33 ... 810,00	45 ... 1.025,00	57 ... 84,00	69 ... 5.495,00	81 ... 340,00	93 ... 10.280,00
10 ... 256,00	22 ... 4.975,00	34 ... 3.135,00	46 ... 100,00	58 ... 650,00	70 ... 150,00	82 ... 161,00	94 ... 4.825,00
11 ... 1.359,00	23 ... 40,00	35 ... 430,00	47 ... 100,00	59 ... 1.966,00	71 ... 826,00	83 ... 358,00	95 ... 1.290,00
12 ... 510,00	24 ... 535,00	36 ... 560,00	48 ... 50,00	60 ... 244,00	72 ... 6.117,00	84 ... 510,00	Divers 10.655,00

Le front du pouvoir se lézarde

Albert Rousselles

Depuis près de trois semaines les comités d'action U.N.E.F. de Censier ont engagé la lutte contre les conséquences du plan d'austérité et particulièrement l'augmentation de 50 francs des droits d'inscription en faculté.

Dès le 25 septembre, lorsque les piquets de grève bloquent le paiement des droits, le choix politique est fait : le gouvernement comptait sur la passivité du mouvement étudiant pour imposer sans douleur ses mesures. Pour l'U.N.E.F. il fallait réagir immédiatement ou voir le rapport de forces se dégrader rapidement à nos dépens : accepter le cadre de la rentrée dicté par le pouvoir, c'était déjà partir battu dans la lutte contre l'ensemble des mesures d'austérité.

De ce point de vue l'opposition est irréductible avec les scissionnistes de « l'U.N.E.F. Renouveau » qui incitent les étudiants à payer et à engager ensuite l'action pour se faire rembourser... !

L'action du 25 infligeait un démenti cinglant aux propos empreints d'une béate sérénité du recteur Mallet qui déclarait dans une conférence de presse : « Le front a tenu... ». Face à l'action des militants U.N.E.F., le bureau exécutif du conseil de gestion réagit de deux manières :

— il ferme brutalement tous les services d'inscription, en attendant de prendre une décision.

Mais par là il limite l'afflux des étudiants à la faculté, les empêche de se joindre à la lutte ;

— il publie un communiqué protestant contre les mesures prises par le ministère. Mais nos participationnistes (dérisoire démonstration du caractère mystificateur de la participation d'E. Faure) ne peuvent que déplorer que le ministère ne les ait pas « consultés » et lui demandent de « revenir sur ses décisions ».

Impuissance et exigences platoniques, telles sont les réactions initiales du conseil : elles manifestent son inutilité foncière. Il ne lui reste plus désormais qu'à faire la preuve de sa nocivité. Entre-temps, le mouvement engagé à Censier se généralise (Dijon : sciences, lettres et droit ; Lyon : lettres ; faculté des sciences de la Halle aux Vins ; I.U.T. de Ville-d'Avray, etc.) à l'appel de l'U.N.E.F. Face à cette situation que fait le pouvoir ?

● Tout d'abord, il joue l'intimidation : ceux qui ne seront pas inscrits régulièrement ne pourront pas

passer leurs examens. Mais la manœuvre est trop grossière.

● Il met en œuvre par l'intermédiaire de la presse et des stations périphériques une campagne d'intoxication idéologique qui prépare le terrain à une éventuelle répression : les piquets de grève « gauchistes » empêchent des milliers d'étudiants de s'inscrire ; on oppose les bons étudiants des facultés de sciences aux mauvais littéraires qui refusent de faire les frais de la politique d'austérité. L'extension du mouvement en particulier dans les facultés de sciences balaye ces calomnies.

● Il lâche du lest, du moins verbalement, reconnaissant ainsi de manière implicite que les mots d'ordre que nous avons mis en avant sont susceptibles de rencontrer l'adhésion de la masse des étudiants : dans un communiqué du 26 septembre le ministère déclare qu'il n'est pas question d'augmenter les tarifs des restaurants universitaires de la région parisienne, de licencier des travailleurs ou de céder à des capitalistes privés la gestion de certains restau-U, alors que ces mesures étaient expressément prévues par la commission Mallet. Malheureusement la lutte s'étend et le pouvoir doit reprendre l'initiative s'il veut imposer une rentrée dans l'ordre et contourner la mobilisation qui se dessine.

● Il prétend alors organiser les inscriptions par correspondance.

Zamansky, doyen de choc, saute sur l'occasion d'autant qu'il veut assurer sa rentrée pour le 13 octobre. A la faculté de droit, le doyen dénonce les piquets de grève et tente la même opération. Il s'agit de briser le front de lutte : faire rentrer un certain nombre de facultés parisiennes et isoler celles qui peuvent tenir plus longtemps, jouant ainsi sur le pourrissement et la dégradation du rapport de forces global. Mais cette mesure est longue à mettre en place : dans l'immédiat elle relève autant de l'intoxication que d'une issue réaliste pour le pouvoir : à Nanterre droit elle a échoué complètement malgré les machines I.B.M.

A Censier, de l'aveu même de l'administration, l'application d'une telle mesure repousserait la rentrée universitaire à janvier. Face à la tactique dure du ministère, le conseil de gestion doit prendre une décision. Or chacun sait que le conseil de Censier est dominé par

l'U.N.E.F. Renouveau et les professeurs membres de la majorité actuelle du S.N.E. Sup. L'occasion est bonne de prendre le train en marche, de voter une résolution « dure » pour couper l'herbe sous le pied à la mobilisation étudiante, pour redonner une crédibilité politique aux conseils fantoches. Or le conseil repousse la proposition de réouverture des guichets à l'ancien tarif, proposée par certains éléments « fauristes » de l'administration et adopte le principe de la réouverture des inscriptions au nouveau tarif pour le lundi 6 octobre, tout en rejetant la responsabilité de cette décision sur le gouvernement ! Devant une telle capitulation, les piquets de grève U.N.E.F. se remettent en place immédiatement. Le conseil veut les faire déloger par les appariteurs mais la manœuvre échoue pitoyablement. Aussitôt le bureau exécutif du conseil transitoire de gestion change de tactique : il propose de délivrer les cartes d'étudiants sans bordereaux financiers et d'intervenir auprès de certains organismes (Sécurité sociale, R.A.T.P., C.O.P.A.R.) pour que la validité de cette carte soit reconnue. Ce compromis proposé était apparemment séduisant mais il restait à en déterminer la signification politique. Avant même que les militants de l'U.N.E.F. puissent en discuter en A.G., les militants de l'U.N.E.F. Renouveau tentent de dresser les étudiants contre les piquets de grève en exploitant le caractère démagogique des propositions du bureau exécutif.

La manœuvre échoue : mais il reste à prendre position. Deux courants se dessinent : l'un en faveur de l'acceptation du compromis ; l'autre, animé par les C.A. U.N.E.F., qui le refuse. En effet :

— il revient à favoriser la manœuvre du gouvernement qui n'aura plus qu'à exiger les seuls paiements par correspondance (très faciles à organiser une fois que l'ensemble des dossiers est rendu à l'administration) ;

— en ouvrant la voie de la facilité dans l'immédiat il n'apporte aucune solution réelle à nos revendications. On reporte simplement le problème dans un avenir indéterminé et on renonce aux moyens de pression dont on dispose dans l'immédiat ;

— on favorise la tactique du pouvoir qui consiste à morceler le front de lutte. Céder immédiatement à Censier après une journée

de piquets de grève c'est affaiblir en retour le mouvement qui s'étend en province.

D'ailleurs la réplique ne se fait pas attendre : le lendemain Guichard déclare nulle et non avenue la décision du bureau exécutif.

Le conseil de gestion capitule à nouveau ; il délivre aux étudiants qui réussissent à forcer les piquets de grève des cartes avec des bordereaux financiers au nouveau tarif et pousse l'humiliation et le ridicule jusqu'à publier un communiqué déclarant : « A la suite de certaines interprétations erronées de son communiqué du 6 octobre 1969, le bureau paritaire du conseil transitoire de gestion tient à préciser que la carte délivrée à Censier s'accompagne d'un bulletin de versement et qu'il appartient donc à chaque étudiant de décider s'il doit ou non acquitter les droits d'inscription. » On ne saurait pousser plus loin le cynisme et l'hypocrisie.

Toute la semaine dernière les piquets de grève ont continué à bloquer les inscriptions. La lutte de Censier a enfin percé le silence de la presse bourgeoise par le truchement de la provocation organisée par le député U.D.R. Boscher. Cette provocation soigneusement organisée indique-t-elle que le gouvernement est décidé à faire appel aux flics pour liquider l'abcès de fixation qu'est Censier ? En fait, il s'agit plutôt de la stratégie de la fraction la plus réactionnaire et fascisante de la majorité que celle du ministère dans l'immédiat. Ce dernier, parce qu'il a une plus claire conscience du rapport de forces, n'envisage pas une telle

solution, même si des provocations lui sont utiles.

Le pouvoir joue sur l'inégalité de développement du mouvement dans les différentes facultés, tout en forçant le conseil de gestion de Censier à assumer lui-même

la décision au conseil fantoche qu'il sait n'avoir aucun pouvoir sur l'augmentation des droits universitaires (« règles fixées par l'Etat »). Ce dernier coince entre :
— l'impossibilité, sous peine de suicide politique, de s'aligner sur

sa position de pouvoir subalterne à laquelle il s'accroche) et de nous court-circuiter par des manœuvres diverses qui ont toutes échoué est dans une impasse totale.

C'est pourquoi les C.A. U.N.E.F. ont fait voter une motion en assemblée générale des étudiants à Censier réclamant :

— la délivrance des cartes sans bordereaux financiers ;

— l'ouverture d'un bureau délivrant des attestations provisoires d'inscription avec le cachet de la faculté donnant droit à l'ensemble des avantages sociaux que procure la carte d'étudiant (C.O.P.A.R., R.A.T.P.E., etc.).

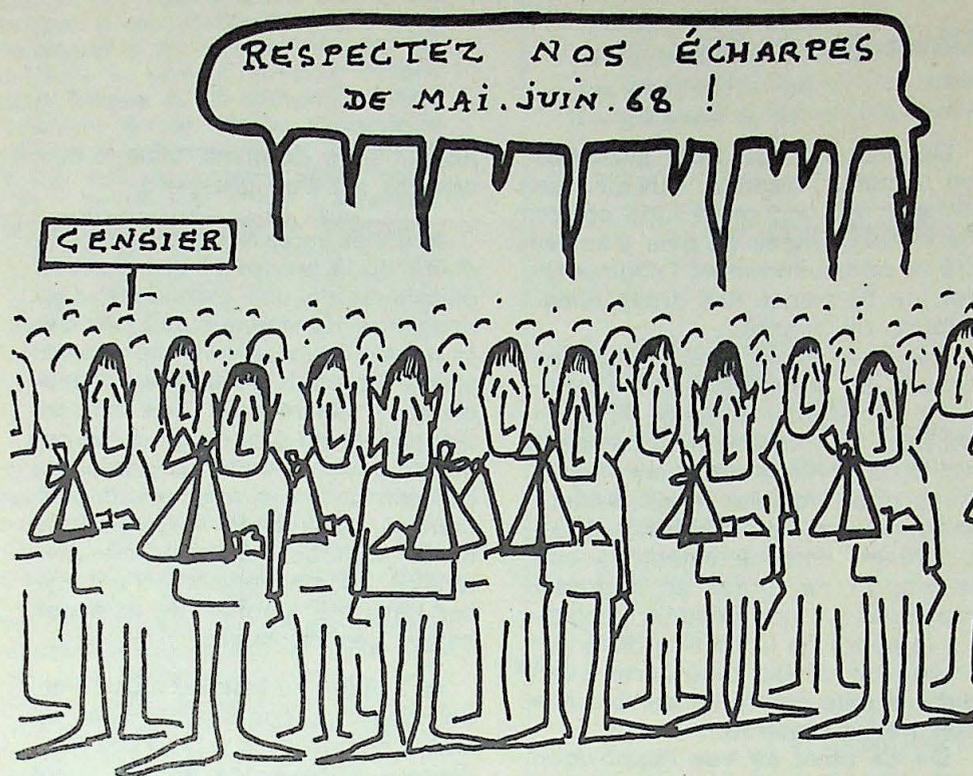
Le conseil ne peut qu'accepter ou entrer dans le cycle de la répression. Sans doute, imposer ces mesures ne constitue pas une victoire définitive : le pouvoir peut exiger le paiement des droits pour l'inscription aux examens (janvier ou février). Mais une victoire partielle de ce type permettrait de franchir le cap de la rentrée universitaire et d'organiser la lutte sous d'autres formes.

D'ores et déjà nous avons obtenu trois succès :

— une victoire concernant l'augmentation des tarifs des restaurants universitaires ;

— une victoire politique en dévoilant le caractère inutile et nocif des conseils de gestion et en montrant dans la lutte que seule la mobilisation autonome des étudiants paye ;

— une victoire politique contre le pouvoir en montrant que le mouvement étudiant était capable de riposter à la politique d'austérité, aux côtés des travailleurs, même dans des conditions difficiles. □



• BARDU •

les fonctions répressives qu'il ne veut pas prendre en charge directement. C'est pourquoi il peut se permettre d'entonner un hymne à l'« autonomie » et renvoyer la dé-

la tactique dure du ministère ;

— l'impossibilité tout à la fois de nous donner satisfaction (car ce serait entrer dans « l'illégalité » par rapport au ministère et perdre

Luttes universitaires

Les nouveaux administrateurs

Robert Chapuis

Dans tous les établissements secondaires, C.E.G., C.E.S. ou lycées, vont avoir lieu des élections au Conseil d'Administration. Comme nous l'écrivions la semaine dernière, la participation reste un volet essentiel de la politique néogaulliste. Le pouvoir va donc s'efforcer de faire réussir ces élections.

Quelle doit être l'attitude des militants socialistes ? Doivent-ils boycotter les élections, ou considérer les C.A. comme un lieu d'exercice de l'activité syndicale pour reprendre les termes d'un dossier du S.N.E.S. (Université Syndicaliste 17-9-1967) ?

Le choix ne peut s'enfermer dans un tel simplisme et la réponse implique d'abord une prise de position politique d'ensemble. Nous ne pouvons faire comme si les structures « administratives » étaient des êtres de pensées neutres et incolores. Elles sont un élé-

ment du pouvoir, elles en subissent les contraintes et en épousent la signification sociale. Edgar Faure avait joué sur l'équivoque :

— les C.A. ont un « pouvoir » : ils sont un instrument d'autonomie ;
— le pouvoir réel reste entre les mains de l'administration centrale, c'est-à-dire de l'Etat dont le gaullisme a parfaitement démontré qu'il ne pouvait ni ne devait être neutre.

Il ne s'agissait nullement d'un compromis ; c'était une parfaite contradiction qui devait se résoudre dans un de ces deux sens :

— ou bien les C.A. ont un pouvoir réel et c'est l'Etat qui est mis en cause ;

— ou bien l'Etat conserve l'essentiel du pouvoir et les C.A. ne servent à rien d'autre qu'à cautionner, appliquer, mettre en œuvre les décisions générales qui correspondent à l'intérêt de l'Etat,

donc à sa base sociale et aux intérêts qu'ils protège.

On sait que le Parti Communiste a choisi de ne pas poser le problème de la nature de l'Etat pas plus que celui de la structure du pouvoir. A ce niveau l'alternative démocratique lui paraît une réponse nécessaire et suffisante. En attendant le jour béni où la gauche aura la majorité au parlement, il suffit de peser sur les décisions de l'Etat, d'où la nécessité d'une négociation permanente. Pour le P.C., dont la C.G.T. et ses affiliés (Unité et Action), il convient d'entrer dans toutes les structures offertes par le pouvoir afin de renforcer l'audience et le poids politique des « représentants de la classe ouvrière » dont chacun sait qu'ils n'existent qu'au parti communiste. C'est ainsi que s'est établi entre le pouvoir et le P.C. une parfaite convergence dans l'effort pour faire réussir la participation

dans l'Université : dans l'entreprise, on ne participe pas parce qu'on affronte directement le pouvoir patronal ; dans l'enseignement public, on participe puisqu'il s'agit de l'Etat dont on recherche la neutralité.

S'il est vrai que l'Etat renforce son contrôle sur l'Education nationale par le poids de l'autorité administrative, tout en parlant d'ailleurs d'autonomie, de concertation, etc., cette stratégie de participation aboutit en réalité à une intégration de la force syndicale dans l'appareil même d'un Etat qui entend servir au mieux les intérêts capitalistes, à l'Université comme ailleurs. C'est annihiler toute possibilité de luttes sérieuses dans le champ universitaire, écarter toute liaison avec le mouvement lycéen et étudiant, sauf avec ceux qui accepteraient cette même intégration. C'est en fait cautionner une politique générale de participation

qui, aux yeux du pouvoir, forme un tout : de l'entreprise à l'université; en cassant toute solidarité entre l'université et le monde du travail, c'est restreindre la portée des luttes et enfermer les travailleurs dans les murs de leur entreprise.

Sans doute cette stratégie de « participation » recueille-t-elle l'appui de tous les conservateurs et de tous ceux qui se contentent de réformes limitées qui ne touchent pas à l'essentiel de la société. Après le traumatisme de Mai 68, elle rassure de nombreux enseignants, de nombreux parents et trouve un large appui. Néanmoins la réalité se charge bien vite d'enlever toute illusion (cf. l'exemple de Castres - T.S. du 9-10-1969). C'est cette réalité qui doit commander notre position de fond, de la même façon que la réalité des rapports de force doit commander la tactique des militants socialistes dans les différents établissements.

Deux principes devraient nous animer :

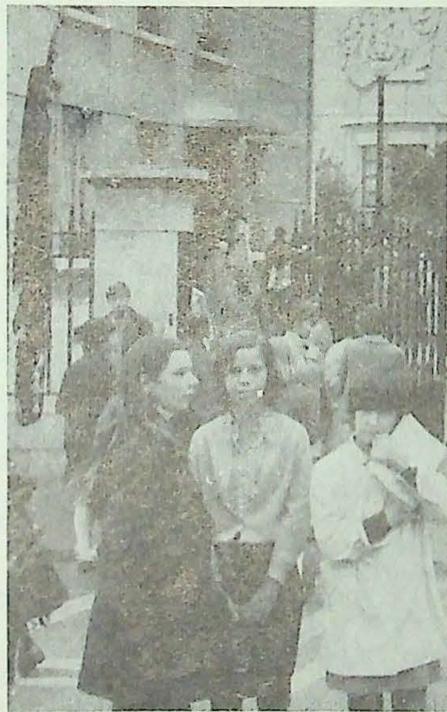
I. — **La lutte contre l'intégration** : à travers la concertation permanente prônée par Fontanet et Chaban-Delmas, c'est un nouveau syndicalisme qu'il s'agit d'édifier : un syndicalisme d'encadrement qui garantit le sérieux des contrats passés entre le pouvoir ou le patronat d'une part, les travailleurs d'autre part. Pour les gaullistes c'est le vieux rêve de l'association capital-travail; pour les intéréts capitalistes et tous ceux qui en dépendent, c'est la garantie que ne sera jamais posée la question de la nature même du capital et qu'on se contentera de parler en termes de « répartition », un langage que la mécanique de l'inflation et du marché international permet de pratiquer avec une relative aisance. Cette conception, c'est le contraire du socialisme. Une véritable lutte anti-capitaliste passe par le renforcement du mouvement syndical, l'affirmation de son autonomie par rapport au pouvoir, l'accroissement de sa capacité à mener des luttes offensives sur les terrains qu'il choisit lui-même. Si le syndicalisme enseignant choisissait d'être intégré ou, ce qui revient au même, de ne pas avoir d'autre stratégie de celle de la « participation », il s'écarterait gravement du mouvement syndical ouvrier et accepterait de jouer le rôle d'une corporation de fonctionnaires dévoués et non plus d'un syndicat de travailleurs.

II. — **Le refus d'administrer** : Au temps d'Edgar Faure, on pouvait essayer de prendre le ministre à son jeu : demander l'extension des pouvoirs des C.A., assurer la meilleur représentativité des catégories intéressées, faire dépendre l'administration de la décision collective au niveau de l'établissement... Aujourd'hui ce serait une bataille toute théorique. L'administration locale est l'instrument du pouvoir central et ce n'est pas la bonne ou la mauvaise volonté des administrateurs qui peut transfor-

ner cette réalité : c'est la loi du régime. De ce fait, participer à l'administration, si l'on n'est pas administrateur, c'est soumettre la catégorie que l'on représente aux influences et aux décisions du pouvoir et du gouvernement actuel. Si l'on accepte ce pouvoir, il est sans doute normal que l'on accepte aussi cette soumission. Mais si l'on refuse le pouvoir actuel, n'est-il pas absurde de s'ingénier à le renforcer ?

Il est vrai que les C.A. ne jouent pas seulement un rôle administratif. Ils sont pour les parents, les enseignants, les représentants syndicaux (dans le technique) une occasion d'information et de prise de parole. Ils permettent aussi d'assurer la protection des libertés essentielles individuelles ou collectives, notamment celles des élèves. C'est à ce titre que plusieurs militants ont accepté de participer aux C.A. — Sans doute l'action syndicale devrait-elle jouer tous ces rôles; dans la mesure où elle ne le fait pas ou ne suffit pas à le faire, ne convient-ils pas d'accepter d'être présent au C.A. ?

En fait, on quitte ici le terrain des principes pour celui du choix de la tactique la plus propre à les faire appliquer largement. Il est vrai qu'une action de boycott ultra-minoritaire permet d'être en règle avec sa conscience, elle risque néanmoins de faire la part belle au pouvoir et à ceux qui accep-



A.D.N.P.

tent de jouer son jeu : dans les faits, il y aurait alors intégration et « administration » et le boycott ne serait qu'un échec. Il convient donc d'agir sur une base de masse, dans le souci d'une prise de conscience collective (voir à ce sujet, l'article concernant Chaptal - T.S. n° 421). Tel fut le choix de l'U.N.E.F., l'année passée, en fonction des rapports qui s'étaient institués dans les facultés et pouvaient donner tous son sens à une action de boycott. On se contentera ici de quelques suggestions propres à guider l'analyse locale des rapports de force et le choix d'une pratique adaptée aux établissements secondaires;

— pour faire cautionner ses décisions l'administration a intérêt à maintenir l'ambiguïté des C.A. et à créer l'illusion de leur pouvoir; il conviendrait d'être clair et de se refuser à toute délibération qui resterait fixée dans le cadre réglementaire général. Si cette réglementation devait s'appliquer sous l'effet d'une pression locale ou rectorale, il deviendrait impossible de participer aux séances du C.A. concernant des problèmes de cette nature. Si l'administration locale est bienveillante, elle acceptera cette situation ou mènera la lutte contre les autorités qui lui imposent leur contrainte. Si elle ne l'est pas, elle devra porter à elle seule la responsabilité des décisions;

— pour assurer l'information et le débat, la présence au C.A. peut paraître utile à certains. Il n'en est pas de même pour la commission permanente : par sa composition, son rôle (renforcé) et ses pratiques (voir le temps perdu !...) elle a une mission d'une autre nature : y participer ce n'est pas seulement administrer, c'est le plus souvent accepter d'engager ceux que l'on représente dans une responsabilité de type politique liée au pouvoir;

— reste le problème du Conseil de discipline; tout en refusant le « tribunal administratif », il faut accepter les procédures de défenses indiquées par les textes (« avocats », représentants, communication du dossier aux intéressés...); dans le cas où la sanction prend un caractère répressif, c'est-à-dire s'il s'agit d'une exclusion, seule l'action collective peut fournir une réponse adaptée. Il n'est plus possible pour un professeur progressiste d'être compromis par une mesure d'exclusion (même s'il a voté contre); à ce niveau, il n'y a plus de problème pédagogique, il n'y a plus qu'un problème politique;

— finalement, quand le boycott n'est pas possible sur une large base, il est sans doute plus efficace d'accepter d'être élu au C.A. pour bloquer les risques d'intégration et de compromission; si en effet il apparaît impossible de limiter les C.A. à un simple rôle d'information, si l'on risque de voir les délégués entraînés dans une gestion sur laquelle ils sont nécessairement sans pouvoir, il sera nécessaire de se retirer du C.A. publiquement, avec les explications nécessaires : s'en retirer et non en démissionner car le problème n'est pas de laisser la place à d'autres, mais de bloquer les mécanismes de « participation » pour imposer les choix de l'action syndicale qui reste la seule forme d'expression naturelle de la collectivité des travailleurs.

C'est à servir leurs luttes que doit se consacrer le syndicalisme enseignant, comme toute autre forme du mouvement syndical; soyons sérieux; ce n'est pas dans l'administration de leurs établissements que les enseignants trouveront le moyen de renforcer leur combativité !

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Le manifeste de la nouvelle Grèce

Serge Mallet

Le document que nous présentons à nos lecteurs est par bien des points étonnant : d'abord par les circonstances dans lesquelles il a été élaboré ; c'est à la veille de son arrestation à Athènes le 22 septembre que le général Georges Iordanidis, principal dirigeant de l'organisation de résistance grecque « Demokratiki Amina » (« Défense Démocratique ») l'a rédigé. Sentant traqué par la police de la Junte, il a écrit cette lettre en forme de « testament politique » à l'intention des membres du Bureau Politique de son organisation.

Mais surtout par son contenu : il est rare en Grèce, et dans ce genre de sociétés qui ne sont pas des sociétés industrielles sans pour autant être absolument sous-développées, de voir un responsable politique rendre en premier lieu responsable de la situation de son pays, non seulement l'étranger, mais SA PROPRE CLASSE DOMINANTE, sa propre bourgeoisie. Quel qu'ait été dans l'arrivée au pouvoir de la Junte le rôle du C.I.A. et du Pentagone américain, c'est dans le système politico-social de la Grèce, dans le comportement de la bourgeoisie grecque que Iordanidis situe les principales causes de l'établissement de la dictature militaire dans son pays.

Cette prise de position a d'autant plus de valeur qu'elle vient en un

moment politique particulièrement important : celui où l'homme politique le plus représentatif de cette bourgeoisie grecque, l'homme qui dut s'exiler de son pays à la suite du grand mouvement populaire de 1963, Constantin Karamanlis, se présente en sauveur de la démocratie grecque et se prépare à succéder à la Junte discréditée, soutenu — avec quelques réticences verbales — par l'ensemble des anciennes formations politiques grecques de la droite, dont il fut durant dix ans le chef incontesté, au Parti communiste dont il maintint autant de militants en prison que le régime actuel.

L'entrée en lice de Constantin Karamanlis n'a pas changé les données de la situation politique en Grèce : elle prouve que ces données elles-mêmes ont changé.

C'est parce que l'isolement politique, diplomatique et économique des colonels est aujourd'hui à peu près complet, parce que, comme l'écrivait récemment le « Christian Science Monitor », « l'armée grecque n'existe plus en tant que force stable et organisée » et qu'elle n'est plus un instrument opérationnel pour l'O.T.A.N., que Constantin Karamanlis est sorti du silence où il se tenait depuis le coup d'Etat.

Son appel explicite aux chefs mili-



A.D.N.P.

itaires prouve que cette opération a des soutiens au sein des cadres supérieurs de l'armée. L'organisation de résistance du « général Akritas », passée ces jours-ci à l'action terroriste, et qui se réclame explicitement de l'ex-Premier ministre émigré à Paris, a d'ailleurs de notoriété publique de fortes liaisons à ce niveau. Son entrée dans la lutte active préparait l'opération politique engagée autour de Karamanlis, comme l'annonçait l'accord intervenu entre l'E.R.E. et le Parti du Centre il y a deux mois.

L'opération Karamanlis a donc des chances sérieuses d'aboutir. Mais d'aboutir à quoi ? En acceptant le cadre de la Constitution élaborée par les colonels, l'une des plus autoritaires et des plus antidémocratiques que la Grèce ait jamais eues, Karamanlis facilite le ralliement des éléments les plus « politiques » de la Junte, permet une transition en « douceur ». Tout se passe comme si le coup d'Etat militaire de 1967 n'avait eu finalement comme résultat que celui de permettre, après une phase « dure », de revenir à la situation de 1955-60. Alors, une façade parlementaire, bric-à-brac hétéroclite de notables locaux et de politiciens affairistes, masquait les activités du véritable pouvoir, ce « pouvoir parallèle » appuyé sur le Palais, l'armée, l'oligarchie grecque et les grands intérêts étrangers, pouvoir qui a, presque sans interruption, dominé la Grèce depuis la constitution de l'Etat néo-hellénique en 1830.

Le grand mouvement populaire de 1963-65, qui, presque malgré lui, catalysa sur le vieux Papandréou les espoirs de changement du peuple grec, aura ainsi été annulé. A nouveau, la peur, la corruption, la lâcheté régnent dans les consciences. A nouveau sous la botte des colonels, le peuple grec, et, en particulier, ce petit peuple urbain aux contours sociaux mal définis, retrouve les réactions du Guignol populaire grec, le « Karaghioz » : tricher avec l'autorité, se soumettre servilement en apparence et tenter de sauver, par la ruse et le mensonge, ses petites affaires personnelles, ce « minimum vital » si minime et pourtant si dur à gagner.

Le passage au pouvoir des colonels a amplifié et accéléré de façon considérable tous les processus de décomposition de la société grecque : économie parasitaire fondée de plus en plus sur la domiciliation fictive de sociétés en vue de frauder le fisc des pays où elles travaillent, aggravation considérable de l'émigration des travailleurs chargés d'entretenir non seule-

ment leur famille immédiate, mais toute leur parenté villageoise, prolifération des emplois « louches » autour de l'économie touristique : « La Grèce des Grecs chrétiens » du brigadier Pattakos est en train de devenir un gigantesque bordel et la prostitution féminine et masculine atteint dans tous les centres touristiques, et en particulier dans la capitale, des proportions telles que les touristes sont obligés de faire appel à la police pour se protéger des « sollicitations » de tous ordres dont ils sont l'objet.

L'hémorragie des intellectuels et des techniciens, le gonflement de tous les services administratifs par les créatures des colonels, et la généralisation de la corruption à tous les niveaux de la vie économique, le développement d'une consommation luxueuse (les capitaines roulent en Jaguar ou en Mercedes), autant de facteurs qui pèseront pour des années sur la vie du pays. Croire qu'un replâtrage politique, autorisant la liberté d'expression des partis parlementaires discrédités, mais maintenant en place les mœurs et les institutions établies sous la Junte, suffirait à remonter ce courant est d'une extraordinaire naïveté. Que l'on se souvienne que les lois d'exception instituées pendant la guerre civile de 1947-49 ont continué d'être appliquées jusqu'en 1965 et que le gouvernement Papandréou, pourtant soutenu par un immense courant populaire, ne les avait pas toutes abolies. Or, il n'y a aucune comparaison entre les mesures répressives prises sous la guerre civile, où l'essentiel des formes du droit libéral n'a jamais cessé d'être respecté, et l'arbitraire absolu mis en place sous la Junte.

A l'enthousiasme opportuniste qui a saisi tous les opposants politiques grecs, à la perspective d'une « solution karamanlienne » qui rétablirait les privilèges d'une fraction de la couche des notables, l'appel du général Iordanidis oppose une rigueur réaliste : pour lui comme pour ses camarades de « Défense Démocratique », la résistance grecque n'a pas pour seul objet de « chasser la Junte », mais à travers la lutte elle-même de forger une nouvelle conscience politique, de créer les conditions d'une transformation radicale de la société, transformation qui peut, seule, permettre de créer dans le pays les conditions d'un redressement économique, social et culturel.

De ce point de vue, l'importance du texte du général Iordanidis nous semble dépasser le cas grec lui-même. Pays relativement sous-développé, mais déjà fortement urbanisé, pays

Défense Démocratique

Mouvement de résistance créé dès le lendemain du coup d'Etat et à l'origine duquel se trouvent les animateurs du Club Alexandre Papanastasiou, qui tentait de regrouper les éléments socialistes grecs de la jeune génération. Les lecteurs du « N.O. » ont pu connaître leur position grâce à l'interview que ses principaux dirigeants de l'époque accordèrent à Athènes en septembre 1967 à Serge Leftéris, publiée en document dans le « N.O. » du 20 décembre 1967.

Dans ce remarquable document politique, les fondateurs de « Défense Démocratique » faisaient le procès de la classe politique grecque et donnaient comme objectif à la résistance de « créer en Grèce une nouvelle conscience politique, réaliste, moderne ».

« Si (la résistance) n'avait pas cet objectif, si elle se battait simplement pour le retour à la situation d'avant le putsch d'avril 67, alors le désespoir s'emparerait des meilleurs éléments de notre peuple qui iraient, selon une vieille tradition, tenter, sous d'autres cieux, de vivre en hommes du XX^e siècle. »

En dépit de la répression particulièrement forte qui l'a frappée et a entraîné l'arrestation de la plupart de ses fondateurs (V. Filias, G. Notaras, etc.) elle a continué d'élargir son action et a reçu, depuis un certain temps, l'adhésion de groupes de résistance de jeunes « gauchistes » en rupture avec la ligne équivoque du P.C. grec. Elle recrute principalement ses cadres chez les intellectuels et les militants syndicalistes.

Depuis avril 1969, « Défense Démocratique » est passée à l'action terroriste urbaine. La plupart des attentats à la bombe contre les bâtiments publics, les casernes de l'armée et de la police, les sièges de sociétés capitalistes favorables à la Junte (Pappas, Onassis, etc.) sont l'œuvre de ses militants.

La crise interne du P.C. grec ayant quelque peu paralysé l'activité du « Front Patriotique », « Défense Démocratique » apparaît aujourd'hui comme la principale organisation de résistance du peuple grec.

sans industrie sérieuse, mais dans lequel la paysannerie n'est plus la majorité de la population, la Grèce présente les mêmes traits structurels que la plupart des pays méditerranéens et latino-américains, les mêmes caractéristiques (bourgeoisie « compradore », économie mercantile, croissance désordonnée des métropoles fondée sur la prolifération des petits emplois tertiaires, classes sociales confuses et mal structurées, corruption et népotisme politique, absence de réalité des partis politiques réduits à des groupes de clientèle, rôle des « pouvoirs parallèles », groupes financiers étrangers et cercles militaires).

Il n'est jusqu'à la ressemblance frappante de ces traits culturels que dénonce avec tant de courage le général Iordanidis : chauvinisme verbal exacerbé masquant la dépendance à l'égard de l'étranger, moralisme ter-

roriste dissimulant la licence sans limite des classes possédantes.

Le général Iordanidis s'attaque, à travers sa condamnation du régime des colonels, à l'idéologie compensatrice d'une petite bourgeoisie privée de réalité économique et dont Constantin Tsokkalas avait raison d'écrire, dans le numéro spécial des « Temps modernes » sur la Grèce qu'elle constituait la base de l'idéologie des colonels.

Venant d'un homme qui fut d'abord un libéral, un des principaux soutiens militaires du parti centriste, cette lettre en forme de manifeste représente, face aux compromissions politiciennes, une démarche qui fut, semble-t-il, celle de Fidel Castro à Cuba : elle entend non pas prendre le pouvoir pour ensuite changer les structures mentales arriérées, mais changer ces structures mentales dans le processus même de la conquête du pouvoir.

Voici le texte rédigé par le général Iordanidis

Attendant à tout moment mon arrestation je sens de mon devoir d'envoyer à l'organisation et à tous ceux qui se soucient du peuple grec et de la démocratie les pensées suivantes.

Pour trouver la bonne voie à notre lutte pour le renversement de la dictature et la conquête de la démocratie, il nous faut comprendre que notre société, au-delà de l'inégalité économique et de la corruption politique, contient des éléments fascistes qui préexistaient au régime actuel.

Ces éléments déterminaient la réalité quotidienne de notre nation, biologiquement et moralement atteinte par une terrible occupation, l'occupation nazie au cours de laquelle s'est épanouie la collaboration, par la saignée d'une longue guerre civile, enfin par l'émigration des travailleurs qui a pris l'ampleur d'un véritable exode.

Ces éléments, tels les certificats de civisme, les déportations, la pratique de la torture, la sinieuse législation d'exception permettent au régime de réprimer la fraction la plus dynamique du peuple : les démocrates, les jeunes, l'avant-garde de notre intelligentsia scientifique.

La contre-révolution militaire d'aujourd'hui est le point culminant de ces tendances fascistes de notre société, l'ultime conséquence réactionnaire de toutes les formes antidémocratiques de pouvoir qui ridiculisaient chez nous les notions de participation et de contrôle.

C'est ce fait crucial qui est passé sous silence par les caciques des vieux partis, ainsi que par leurs cadets, qui prônent des « solutions » postdictatoriales. Le peuple aspirait au changement — la dictature lui offre la plus autoritaire des directions. Notre peuple voulait des procédures démocratiques de discussion et d'échange de vues pour mettre en relief ces problèmes réels masqués par le cirque parlementaire. La dictature a fini par abroger les dernières apparences de dialogue démocratique. Notre peuple désirait la liberté — la dictature abrogea officiellement la

liberté individuelle et lui substitua le concept de « Nation », faisant partie, d'après elle, du monde dit « libre ».

En d'autres termes, elle lui imposa une version purement fasciste de l'idée de la liberté, qui assure les fondements idéologiques de la réaction grecque... : laisser les autres penser à notre place et pour leur propre intérêt.

En même temps toutes les directions, essentiellement antidémocratiques de l'éventail politique, qui continuent d'être, pour l'instant, la seule « solution » de rechange à la dictature fasciste, présentent ce trait commun : parler de liberté sans définir son contenu, sans analyser la nature de la réaction grecque, et sans affronter le problème du mode de participation du peuple aux décisions, de la façon dont le peuple doit s'organiser et sauvegarder la démocratie.

C'est pour cela que les masses démocratiques et particulièrement les jeunes, profondément déçus par l'échec de l'ancien régime, sont restés longtemps silencieux et ont manifesté une réticence justifiée vis-à-vis des activités de coulis des « novateurs ».

Tout verbalisme et toute démagogie concernant la liberté et le changement sont néfastes s'ils ne se fondent pas sur une lutte ininterrompue, s'ils ne découlent pas d'un échange de vues continuels qui créera l'indispensable sentiment de responsabilité qu'implique l'exercice quotidien de la liberté : de même il ne peut y avoir de changement et de restauration de la liberté sans un effort ardent et conscient pour un changement socio-économique radical.

La démocratie et la liberté, c'est bien connu, ne s'offrent pas, elles se conquièrent. Pourtant nous ne savons pas quel est, quel sera le contenu de la démocratie que nous réussirons à établir. C'est pourquoi nous pensons qu'à l'étape actuelle l'action doit passer avant la théorie afin de ne pas donner à l'adversaire le temps de se consolider, mais aussi pour

pouvoir trouver dans la lutte quotidienne les solutions appropriées et possibles.

Le principe fondamental de notre lutte doit être la recherche des formes organiques de

Le général Iordanidis

Le général de corps d'armée Georges Iordanidis, âgé de 60 ans, fut, durant la Seconde Guerre mondiale, l'organisateur des services de renseignements de l'Armée grecque libre au Moyen-Orient. Il exerça ensuite d'importantes responsabilités militaires, tant en Grèce qu'à l'état-major de l'OTAN. Il commandait le corps d'armée de Salonique lorsqu'il fut destitué, à la veille du coup d'Etat royal de 1965 sous la pression des éléments de droite du gouvernement Papandréou et son limogeage devait permettre la réussite de ce premier coup d'Etat. Redevenu simple citoyen, il se consacra jusqu'au 27 avril au combat démocratique en Grèce, dans les rangs du Parti libéral (Enosis Krenton). Dans une série d'articles retentissants publiés par le journal « To Vim », il dénonça la préparation du coup d'Etat militaire. Arrêté le 27 avril 1967, il avait bénéficié de l'amnistie partielle de janvier 1968 et avait alors pris ses responsabilités à la direction de « Défense Démocratique », à laquelle il avait adhéré lors de son emprisonnement.

la liberté aussi bien au niveau global qu'à celui des rapports entre militants à l'intérieur de l'organisation.

Durant la phase de lutte que nous sommes en train de traverser, notre analyse théorique doit consister à une définition

Rencontre P.S.U. - Défense démocratique

Une délégation de l'organisation de résistance grecque « Défense Démocratique » a rencontré le 10 octobre 1969, au siège du P.S.U., une délégation du Bureau National de ce Parti.

Les deux organisations, partant du jugement commun qu'elles ont déjà porté sur le caractère du régime des colonels imposé à la Grèce avec la complicité des milieux impérialistes et militaristes américains, ont discuté des perspectives actuelles de l'opposition antifasciste en Grèce.

Elles ont constaté l'affaiblissement politique, économique et diplomatique de la Junte militaire. Les coups portés à celle-ci par la résistance ont largement contribué à isoler politiquement la Junte, à pousser les milieux conservateurs à rompre publiquement avec celle-ci et certains milieux américains eux-mêmes à prendre leurs distances.

Cet affaiblissement crée aujourd'hui les conditions d'une liquidation prochaine du régime des colonels. Il s'agit maintenant de renverser la Junte par tous les moyens.

Car ce renversement doit être la première étape vers la destruction complète des structures répressives et oppressives mises en place contre le peuple grec bien avant que ne s'instaure le régime des colonels.

La libre détermination et la libre expression du peuple grec exigent le démantèlement du « pouvoir parallèle » constitué par les forces conjuguées du Palais, de l'armée, de l'oligarchie grecque et des intérêts étrangers.

C'est pourquoi ni le peuple grec, ni l'opinion progressiste internationale ne sauraient se contenter d'une solution qui, restaurant l'apparence de la démocratie, maintiendrait l'essentiel d'un régime socialement réactionnaire et politiquement autoritaire.

de ce contre quoi nous luttons et de ce en quoi nous ne nous reconnaissons pas. Elle se doit donc de souligner que :

1) Nous luttons contre une société terroriste.

2) Nous luttons contre une classe dominante qui n'arrive à perpétuer le fonctionnement de son système qu'en ayant recours à des méthodes et à des moyens qui dénaturent et renient toutes les valeurs humaines.

3) Nous luttons contre une société arrivée à une telle décadence qu'elle est obligée pour assurer sa survie d'imposer l'ordre politico-militaire le plus répressif, et d'institutionnaliser une idéologie obscurantiste exprimant le moralisme répressif, la démission civique et la superstition.

4) Nous luttons contre une classe dominante qui refuse le progrès économique et social qui offrirait à l'ensemble du peuple la perspective de l'abolition de la pauvreté et de l'inégalité économique.

Par conséquent, nous n'appartenons pas à la droite et à la conservation néo-grecque.

5) Nous n'aspirons pas à un simple embellissement ou à une amélioration du régime social et économique actuel, mais à sa transformation radicale.

6) Pour cette raison nous sommes opposés à des formes de résistance qui ne peuvent pas promouvoir la démocratisation, qui ne proviennent pas de la base, qui ne deviennent pas un moyen de libération individuelle et d'épanouissement humain, qui ne forment pas des combattants responsables et des citoyens libres, qui ne développent pas l'esprit de camaraderie et le respect des opinions chez nos camarades.

Dans les données actuelles je crois que la solution politi-

que de l'après-dictature ne sera qu'une variante du même système dont découlent aussi bien la dictature que les régimes précédents. C'est donc notre devoir historique de sauvegarder toutes nos forces et toutes nos possibilités pour continuer la lutte en vue d'une transformation radicale de la société tout au long des phases postdictatoriales. Il nous faudra d'ailleurs être particulièrement vigilants à l'encontre de toute activité opportuniste à court terme.

Nous ne devons pas être impliqués dans des manœuvres politiques ou nous trouver à l'avant-scène de n'importe quelle des solutions politiques de « l'après-dictature ». Je suis persuadé qu'il est nécessaire que les masses atteignent un plus haut degré de prise de conscience de la nécessité d'une transformation révolutionnaire : et nous nous trouvons impliqués dans les structures des partis, nous serons impuissants à poursuivre la lutte. Nous devons rester en principe hostiles à toute stratégie qui impliquerait la collaboration avec des partis et des appareils partisans et nous devons également nous opposer à toutes les formes de direction antidémocratiques, bureaucratiques et charismatiques. Dans l'action concrète, cependant, nous ne devons pas nous refuser à des collaborations limitées dans la mesure où une telle tactique serait minutieusement analysée.

Notre position, notre pratique politique et notre lutte doivent viser à des résultats clairs, permanents et à long terme qui aboutiraient à une transformation qualitative. C'est ainsi que nos réalisations aussi limitées qu'elles puissent paraître s'inséreront dans une optique plus large qui consolidera et développera nos possibilités. □

Puisque nous regardons la télévision

Gilbert Hercet

Oui, puisque nous regardons la télé, vous et moi, lecteurs de « T.S. », pourquoi n'en parlons-nous pas dans « T.S. » ? Ce n'est certes pas que l'activité de téléspectateur nous soit propre ! Il existe en France près de trente millions de téléspectateurs, réguliers ou occasionnels. Il s'agit donc d'un phénomène de masse, devant lequel nous ne pouvons rester indifférents.

Mais il y a plus. **Tribune socialiste** se veut un journal de réflexion et de combat au service des militants. Or, nous le savons tous, il existe un front culturel des luttes, qui doit devenir un axe essentiel du combat socialiste.

Or, si sur ce « front culturel », le théâtre, le cinéma, le livre, la chanson ont chacun une place non négligeable, il est clair que la télévision constitue un domaine privilégié.

La propagande par le divertissement

La télévision en effet intéresse l'ensemble des Français. Une enquête récente a montré qu'en moyenne, chaque Français regarde la télé pendant une heure et demie chaque jour. Et il s'agit d'une moyen-

ne. Dans certains cas, notamment dans le bassin minier du Nord, c'est plus de quatre heures que chaque téléspectateur passe devant son petit écran. Nombre de Français, surtout parmi les femmes, regardent les « étranges lucarnes » pendant toute la durée des émissions !

De surcroît, les Français aiment la T.V. Tous les sondages entrepris auprès du public indiquent que, malgré les critiques, les téléspectateurs sont contents de leur télé. On est devant un phénomène de masse et d'engouement particulièrement important.

La T.V. constitue donc le véhicule culturel par excellence de l'idéologie dominante. A ce titre, l'examen critique des programmes de l'O.R.T.F. prend une valeur politique significative. Je parle de l'examen critique de tous les programmes et non pas seulement des émissions d'information ou des « grandes premières » de télévision.

En effet, il existe un contenu politique dans toute émission de télévision. C'est bien sûr, particulièrement évident dans les émissions présentées comme politiques. Mais c'est vrai aussi — surtout peut-être,

car on s'en aperçoit moins — des autres. Ainsi, le style même des émissions de variétés, des dramatiques, des feuilletons, des jeux-concours, peut influencer sur la culture politique de ceux qui digèrent à haute dose ce type d'ingrédients.

Il s'agit en effet très souvent soit d'exalter des valeurs (la famille, l'argent, la police, l'armée) soit, toujours sous couvert de divertissement, de faire passer des messages politiques (le racisme, l'antisémitisme, la nécessité de l'ordre, la condamnation de la violence, etc.), soit tout simplement de provoquer ce qu'on appelle l'évasion, et ceci consiste à détourner l'attention des téléspectateurs des problèmes immédiats, au bénéfice d'émissions dites « populaires », de jeux-concours stupides et « bien de chez nous », voire d'émissions politiques sur... le Vietnam ou le Biafra. Il s'agit aussi de citer en exemple cette civilisation de consommation, de nous faire partager la vie des « idoles », de nous enfermer dans un confort intellectuel tranquille, de nous faire croire que le mobilier du « Sacha show » est installé dans notre salle à manger...

Une véritable critique de télévision est donc celle qui essaie de démonter les mécanismes d'influence politique et culturelle de toutes les émissions, et d'abord peut-être des émissions dites populaires.

C'est celle qui dénonce l'utilisation qui est faite de la T.V. et du téléphone S.V.P. pour... demander aux gens s'ils préfèrent qu'Aznavor chante en anglais ou en français ! (dimanche 12 octobre, 1^{re} chaîne). C'est celle qui dénonce le passage systématique (notamment le dimanche soir), de films comme « Les lions sont lâchés » de H. Verneuil, entièrement consacré à la défense et illustration des valeurs bourgeoises et du « Tout-Paris ».

Pour une discussion sur le fond

Mais la télévision, c'est aussi un extraordinaire instrument pour regarder le monde, et pour s'interroger sur lui. Il existe à l'O.R.T.F. des émissions qui appellent le débat, la réflexion, la discussion. La récente émission « Théâtre d'aujourd'hui » (jeudi 9 octobre, 2^e chaîne) per-

mettait d'utiles réflexions sur le festival d'Avignon et sur les rapports théâtre - culture - politique.

L'émission consacrée à « La Grande Armée » (mardi 7 octobre, 2^e chaîne) permettait de donner un éclairage nouveau aux débats actuels sur Napoléon. Et aussi sur autre chose ; je songeais, en attendant que la bataille d'Austerlitz avait fait 30.000 morts, que ce chiffre était inférieur à celui atteint par l'ensemble des victimes de la Terreur révolutionnaire : et pourtant, combien l'image de ces morts est différente dans nos manuels d'Histoire !

Une véritable critique de télévision, c'est donc celle qui, à propos des problèmes soulevés à la T.V., engage une discussion sur le fond avec les lecteurs.

Information et communication

Et puis, il y a bien sûr l'éternel problème de l'impartialité et de l'honnêteté des émissions dites d'information, problème sur lequel il conviendrait de revenir inlassablement. Un exemple récent : les incidents provoqués par la « visite » du député U.D.R. Boscher au Centre Censier, ont été relatés au Journal télévisé du dimanche 12 octobre (19 h 45, 1^{re} chaîne) avec une interview du susdit député. Celui-ci a nommé le directeur de Censier. Mais le journal télévisé n'a, bien sûr, pas donné la parole à celui-ci, ni même cité ses mises au point, pourtant publiées dans la presse de l'après-midi ! Et, cela va de soi, il n'y eut aucune interview de responsable étudiant. Une véritable critique de télévision est celle qui fait le bilan de ces atteintes à l'information, qu'elles se passent au journal télévisé, aux actualités régionales... ou dans les émissions magazines.

Enfin, il est un problème fondamental. La T.V. est souvent baptisée par les spécialistes, « moyen de communication de masse ». Or, pour qu'il y ait communication, il faut qu'il y ait échange, entre les réalisateurs et les téléspectateurs. Or, les critiques traditionnels de télévision se contentent de discuter du niveau esthétique des émissions (en se fondant d'ailleurs souvent sur des cri-

tères purement personnels ou affectifs), parfois certains vont jusqu'à mettre en cause le contenu politique de tel ou tel programme. Mais c'est tout. Or, il y a plus : une véritable critique de télévision est celle qui cherche aussi à connaître les réactions du public, l'influence éventuelle, d'une part de la T.V. sur ce public, et, d'autre part, des goûts du public sur la réalisation des émissions.

Un débat qui nous concerne tous

Une véritable critique, politique, démystifiante, militante en un mot, ne semble donc pas facile à faire ! Mais comme, à « T.S. », la rédaction est prête à affronter toutes les difficultés, nous avons décidé de nous y atteler ! Cela ne veut pas dire que, chaque semaine, on parlera systématiquement des émissions T.V. de la semaine écoulée. L'actualité seule et l'importance des problèmes soulevés dicteront la périodicité de la rubrique T.V. Celle-ci ne doit par ailleurs en aucun cas devenir une rubrique « personnelle ». Cela ne servirait à rien que je vous dise si j'ai aimé un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout telle ou telle émission. Non, c'est d'un véritable débat qu'il doit s'agir, avec tous les lecteurs du journal, dont nous attendons donc le concours actif, par leurs réactions et leurs informations. Le débat pourra déjà exister au niveau de la rédaction de « T.S. » : il est possible que les rédacteurs de la rubrique « Théâtre » n'apprécient pas Ariane Mnouchkine, que j'ai trouvée très convaincante l'autre soir à propos du festival d'Avignon (beaucoup plus qu'un Vilar bien dépassé) ; il est possible que les responsables du cinéma n'aient pas apprécié « Antonio das Mortes », que la deuxième chaîne nous a présenté il y a quelque temps, alors que j'ai trouvé, moi, qu'il posait des questions assez passionnantes. Mais là n'est pas l'essentiel : ce n'est pas d'une discussion purement esthétique, et gratuite, qu'il doit s'agir, mais d'un débat sur les problèmes politiques de fond posés par la production télévisuelle. Et ces problèmes ne sont pas si simples qu'il faille attendre rapidement une unanimité de vue à leur sujet !



Elie Kagan

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian
Guerche, Gilbert Hercet,
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolon-
ges, Jacques Ferlus, Michel
Johan, Lucien Saintonge, Ber-
nard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
23.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :

54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)

Téléphone :

Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Abonnements

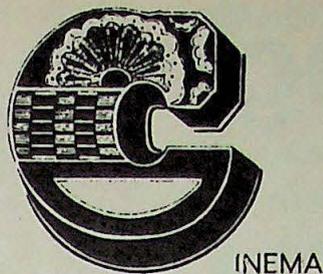
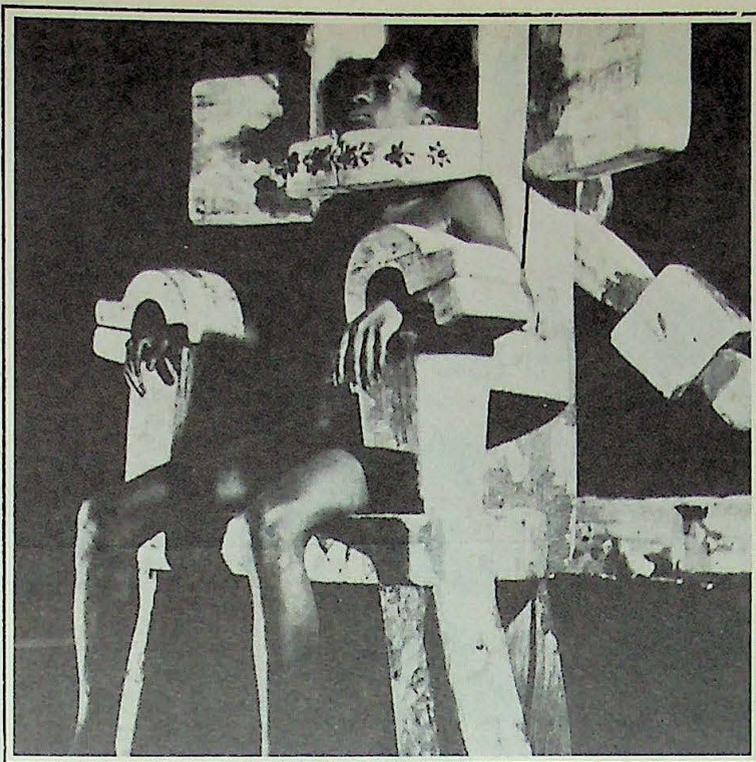
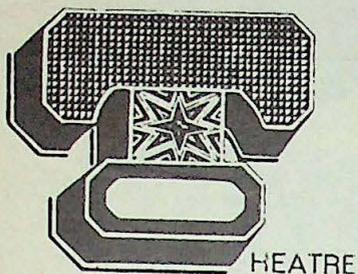
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.



De la drogue sur l'écran

Jean Morel

More — film de Barbet Schroeder — a eu des ennuis avec la censure : son interdiction — provisoire — n'était rien autre que l'effet visible d'une des contradictions internes de la classe dominante. Cela ne nous regardait pas. D'ailleurs, cette contradiction était si peu antagoniste qu'elle fut facilement dépassée par un ministre libéral qui estima que le film flétrissait assez la drogue pour avoir un visa de sortie. Les « modernes » l'avaient emporté sur les traditionnels : victoire sans vaincu, car les seconds s'accordaient avec les premiers pour apprécier cette belle — et éternelle — histoire d'amour que le film contait si bien. Ah ! la tragédie !

Et More est maintenant dans les salles parisiennes, bientôt en province. Cinq salles d'abord, puis deux de plus au bout d'une semaine. Succès considérable. Car, outre la publicité que lui fait sa réputation de censuré, le film a des qualités suffisantes pour faire carrière grâce au « bouche à oreilles ». On en parle au drugstore, au restaurant universitaire (mais pas à la cantine d'entreprise), entre amis de bonne compagnie, entre gens « in ». Sujet dans le vent : la drogue (attention, sujet officiel, car la drogue n'est pas le sujet réel du film) ; un couple de jeunes gens très beaux, bronzés, nus ; une histoire d'amour qui finit très mal ; des couleurs admirables (photo d'Almendros) ; des décors de rêves comme peu de gens en ont, même en vacances : Tanger, le Maroc, la mer, le soleil, le ciel bleu, des villas au confort exotique. Ce film marie à la perfection les quelques valeurs contemporaines éternelles qui tournent autour de l'idée de loisirs (c'est-à-dire de non-travail) : liberté - amour - nature - ailleurs (voyage). Il est tel qu'une époque puisse s'y reconnaître, s'y identifier.

Une époque? En termes idéalistes seulement. Car, on sait (le matérialisme historique nous l'apprend) que seule une classe d'une période historique précise peut se reconnaître dans tel produit artistique-idéologique, parce que justement c'est elle (son idéologie) qui l'a produit. Parce que c'est à la fois l'image de son monde et le monde de ses images.

Que des militants politiques, qui fondent leur pratique sur la théorie du matérialisme historique disent aimer More, voilà un aveu symptomatique d'une des contradictions internes à des individus ayant une conscience politique socialiste. More est effectivement un film bourgeois, non pas film sur la bourgeoisie et la drogue mais film de la bourgeoisie et de la drogue. Tel militant, qui ne se laisse pas séduire par les sirènes de la réaction au niveau politique (un beau discours de De Gaulle ou de Chaban par exemple), va tomber en pâmoison devant les « qualités » de More. C'est une contradiction. La seule manière de la réduire est une nouvelle pratique de la « consommation » des produits artistiques-idéologiques. Pratique critique de la lecture de ces produits au niveau de leur appartenance de classe. Alors on verra que les qualités de More sont essentiellement des qualités de classe.

Ne parlons que de la plus évidente : More est d'abord, et avant tout, une très brillante exploitation du filon tragique. L'individu et le destin (ici le destin c'est la drogue et son infernale escalade ; et la drogue n'est, ici, que cela — une nouvelle incarnation du destin). La nature belle et impassible. La mort atroce, horrible, inévitable, mais pourtant sublime. La société absente (car si elle n'est pas instrument du destin elle est, tragiquement, inutile).

Il faut le dire clairement : la tragédie est une vision du monde et de l'homme fondamentalement contre-révolutionnaire, antihistorique, préscientifique. Elle a été forgée et développée par des classes d'exploiteurs : les « démocrates » grecs, les républicains romains, les féodaux. La bourgeoisie en a hérité, l'a faite sienne et s'en est toujours (inconsciemment) servi. Donc, sur le front de la culture, la tragédie, qui propage et renforce le sentiment tragique de la vie (« c'est triste, mais c'est beau ») doit être combattue (critiquée) avec la même énergie que sur d'autres fronts (politiques et économiques), on combat, par exemple, la collaboration de classes. Qu'ici la tragédie s'actualise, s'enracine dans des signes modernes ne fait que redoubler son effet mystificateur. □

Parler de liberté

Dominique Nores

Rien n'est plus difficile que de parler de liberté. Quand, sur la scène, dramaturges et gens du spectacle s'y emploient, ils oscillent entre deux modes d'élocution : le lyrisme, qui prend en charge un mouvement sentimental vers la liberté qu'on voudrait avoir, et l'étude critique des situations dans lesquelles la liberté est ôtée à l'homme par les conditions économiques et sociales autant que politiques de sa vie.

Le premier mode d'élocution, celui qui agite la liberté comme un drapeau, n'est supportable que dans un contexte précis : celui de la lutte ouverte, où il apparaît comme la poésie des feux de camp. Ainsi, au printemps dernier, durant le Festival du Jeune Théâtre de Nancy, les Latins d'Amérique du Sud, les Mexicains de Californie et certains Espagnols se sont-ils réunis spontanément, pour dire des poèmes et pour chanter ensemble. C'était une façon, pour eux, de se reconnaître comme citoyens d'une langue et comme combattants de la même guerre.

Quand, de la simple réunion spontanée, on passe à l'organisation d'un spectacle, le danger de cette littérature de combat apparaît : son intention — servir de trait d'union — l'emporte vite sur sa volonté d'imposer une conscience claire de ce qui est. Ainsi, ces dernières années, tandis qu'ils faisaient circuler dans toute l'Amérique du Sud un montage poétique qui, mêlant l'enthousiasme et les constats d'échec, entendait mobiliser les Latino-américains contre l'oppression, ses auteurs, deux Brésiliens, admettaient que, localement,

suivant la part prise par le parti communiste dans la lutte, certaines séquences, comme l'interrogatoire de Brodsky devant la Cour de Justice de Leningrad, seraient, ou non, présentées au public.

Le second mode d'élocution, c'est celui de Brecht et de toutes les manifestations qui s'alimentent à sa source.

Le problème est de savoir si l'on est bloqué à l'un ou l'autre de ces deux moyens d'expression, ou si certains dramaturges, qui semblent complètement en opposition avec leur démarche, n'ont pas en elles un pouvoir de déflagration assez puissant pour mettre en question aussi efficacement le monde clôturé, fermé sur des empêchements de toutes sortes, dans lequel nous vivons.

C'est ainsi, me semble-t-il, qu'il faut lire l'œuvre de Genet et d'Arrabal, et discerner l'importance qui est la leur, pour notre temps.

Ainsi, la dernière œuvre d'Arrabal, « Et ils passèrent des menottes aux fleurs » (1), ne me paraît pas être une œuvre importante parce qu'elle parle de la guerre d'Espagne, ou parce qu'elle décrit la vie d'une prison. Il y a même une certaine naïveté d'Arrabal à venir raconter en 1969 ce que tout le monde sait depuis quelque trente ans. Elle ne me paraît pas tellement importante non plus (socialement) comme mise à nu d'une blessure. Le père d'Arrabal a été arrêté au Maroc espagnol et emprisonné par les franquistes le 17 juillet 1936, la veille de leur insurrection, et la vie d'Arrabal qui

avait alors 3 ans n'a plus été qu'une quête et une tentative pour garder son père vivant, jusqu'à cet autre mois de juillet (1967) où, le sachant mort depuis plus de vingt ans, il l'a tout de même rencontré : Arrabal, arrêté, enfermé un mois, puis arraché de prison par la potestation des plus grands esprits de ce temps, commençait alors une autre vie : « Il fallait que je passe du monde des impulsions à celui des réalités... Je suis sorti de l'oubliette (la mère, les phantasmes) pour me retrouver avec des gens injustement punis... »

Mais ce qui compte, c'est le refus, presque organique, de ce qui tient l'homme enfermé, et son organisation dans l'espace scénique.

Des hommes enfermés montent des rêves. Ce qui compte ici, c'est la façon dont les images scéniques, souvent fortes, se chevauchent et se heurtent l'empêchement d'exister se répercutant dans le rêve : rêve bardé de fer, de masques qui rendent muet, de machines à torturer, et, subtilement, d'images de magazines. L'homme qui rêve son jugement ne fait que se heurter aux masques du pouvoir et à l'image de sa veuve vêtue comme la reine d'Angleterre lors de son couronnement. La seule chose qui soit vraie, et qui résiste à tout dans l'imagination de ces taupes (20 ans, 30 ans de réclusion), c'est le corps : dans la pièce d'Arrabal, l'homme meurt nu, comme il aime. □

(1) Théâtre, de l'Épée de Bois, 15, rue de l'Épée-de-Bois-5° (Tél. : 587 15-95).

Campagne de promotion

Dans le cadre de cette campagne (un prochain « Directives » en précisera les différents points), cette affiche est à la disposition des Sections.

Commandes à l'Administration de T.S., 54, bd Garibaldi, Paris 15° (C.C.P. Paris 5826 65) au prix de :

- Affiche grand format
65 × 65 = 0,12 F
- Affichette format
30 × 30 = 0,05 F

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du Parti
Socialiste Unifié
Administration 54 bd. Garibaldi Paris 15

